

Chronologie commentée²⁰⁶

Remarques préalables :

- Nous n'avons retenu, pour la chronologie, que les documents et déclarations d'officiels. A de rares occasions, quelques documents illustrant une réalité de terrain sont mentionnés, sans valeur sur le plan juridique : ils donnent néanmoins un éclairage sur les décisions des autorités;
- La chronologie s'attache à éclairer la relation entre les actes des autorités, les réalités locales et l'attitude de la Communauté Internationale vis à vis du conflit du Haut Karabakh. En cela, elle se distingue des chroniques historiques qui existent par ailleurs.
- Le contenu du document est synthétisé. Nos commentaires sont en italiques. Il s'agit d'un document de travail.
- Nous avons conservé la langue d'origine lorsqu'il s'agissait de déclarations écrites en Anglais ou qu'il nous a été impossible d'en trouver une traductions officielle.

Première période critique :

1. 28 Mai 1918 : Déclaration d'indépendance de la première république d'Arménie

(Horizon newspaper, 31 May 1918 et in «*Republic of Armenia in 1918-1920. Collection of documents and materials*», National Academy of Sciences of Armenia. «Gitutyun» publishing. 2000, doc. 12, p.18 et in ARF archives institute's website)

«In view of the complete political collapse of the Trans-Caucasus and the new situation created by the proclamation of the independence of Georgia and Azerbaijan, the Armenian National Council declares itself the supreme and sole administration of the Armenian provinces. Due to certain grave circumstances that prevent us from forming an Armenian National Government, the Armenian National Council temporarily assumes all governmental functions in order to pilot the political and administrative leadership of the Armenian provinces ».

Armenian National Council May 30, 1918

- *Le retrait tsariste et la défaite Ottomane créent une situation inédite. Trois autorités s'installeront en Transcaucasie, (Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan) sur*

²⁰⁶Les documents relatés dans la Chronologie proviennent des Archives centrales historiques de l'Arménie et autres sources officielles (v. la source documentaire ci-après en fin de document) ; pour les sources arméniennes, ils sont conservés auprès des services administratifs du gouvernement ; pour faciliter des recherches ultérieures, nous avons conservé le référencement d'origine que nous avons traduit du Russe ou de l'Arménien; lorsque le document est relaté dans une deuxième source, nous avons indiqué les références de la source complémentaire, ce qui explique les doubles références ;

des régions dont la composition ethnique est multiple, certaines fortement concentrées, d'autres diversifiées.

2. 28 Mai 1918 : Déclaration d'indépendance de la République d'Azerbaïdjan

(Tadeusz Swietochowski. *Russia and Azerbaijan: A Borderland in Transition*. New York: Columbia University Press, 1995. ISBN 0231070683, p. 129 et in Website of «Azerbaijan» portal)

«The Declaration of Independence declared the establishment of the most democratic way of government, the parliamentary Republic, for the first time in the entire Turkic-Muslim world and the East in the whole. The Declaration of Independence of the National Council stated: 1. Since this day the Azerbaijani people are the source of ruling and Azerbaijan that covers Southeastern Transcaucasia is a legally independent state. 2. The People's Republic is the form of government of modern Azerbaijan. 3. The Democratic Republic of Azerbaijan is determined to establish peaceful relations with all the nations especially the neighbor states; 4. The Democratic Republic of Azerbaijan ensures the rights and citizenship of all the people residing within its boundaries regardless of nation, class, religion or sex 5. The Democratic Republic of Azerbaijan creates conditions for the free development of all the nations within its boundaries 6. Azerbaijan shall be ruled by the National Council elected by the people and Permanent government reporting to the National Council until the establishment of the Founders Assembly. »

- *On notera, à la différence de la déclaration arménienne, la prétention de l'Azerbaïdjan, dès l'origine, à englober sa souveraineté territoriale sur l'ensemble du territoire dit « Southeastern Transcaucasia » (Transcaucasie du Sud-est), dont il n'existe pas de définition juridique ni de statut; la région était découpée en plusieurs districts sous administration Russe depuis le traité de Golestan.*
- *Le territoire dit du Haut Karabakh était englobé dans un des 'districts' administratifs; la délimitation territoriale de ce dernier était plus étendue que celle qui deviendra par la suite la 'Région Autonome du Nagorny Karabakh' (« NKAO »).*

3. 14 Juin 1918 : Déclaration du Conseil National Musulman d'Azerbaïdjan, transmise au Conseil National Arménien refusant de reconnaître le Karabakh comme partie intégrante de l'Arménie

(Document No.114, SHCA of Armenia, file 200, reg. 1, case 17, p.25. Original. Typescript, et in V. Mikayelyan, «Nagorny Karabakh in 1918-1923: Collection of Documents and Materials», Yerevan, 1992, doc. 3, p.5)

- Cette déclaration fait suite à une note transmise par les autorités arméniennes le 13 Juin 1918 se référant à un accord verbal des gouvernements d'Azerbaïdjan et d'Arménie sur la délimitation de leurs frontières respectives, accord qui aurait été conclu lors d'une rencontre postérieure aux déclarations d'indépendance.

- La partie Azerbaïdjanaise indique que la question du Karabakh n'a pas été soulevée, et refuse de reconnaître l'appartenance du Karabakh à l'Arménie comme le prétend le Conseil National Arménien.
 - Elle considère que les négociations doivent avoir lieu sur la base de cet accord verbal qui n'incluait pas la question du Karabakh.
 - Concernant la frontière, celle-ci serait du ressort de la commission spéciale chargée de proposer une délimitation.
- *La question de la délimitation des frontières se cristallise dès la déclaration des indépendances. Le différend reflète déjà la question de la détermination des frontières de l'Est.*
 - *Cette problématique va transparaître clairement lors de la négociation du Traité de Sèvres dans le cadre de la Conférence pour la Paix (article 92) où la délimitation de la frontière à l'Est est laissée à la négociation des deux Etats nouvellement proclamés, tandis que la délimitation des frontières de l'Ouest est soumise à un arbitrage international du Président Wilson (article 89 du Traité de Sèvres), les alliés étant beaucoup plus présents dans la partie de l'empire Ottoman défait (Ouest de l'Arménie), que dans les territoires anciennement sous contrôle Tzariste.*
 - *Cette double influence, celle des Alliés à l'ouest et celle de l'Est qui est laissée, de facto, à l'influence des deux nouveaux Etats car inaccessible aux Alliés, est au cœur de l'ambiguïté originelle de l'attribution territoriale de la RNK, au moment où les deux Etats procèdent à leur autodétermination en 1918;*
 - *Les revendications territoriales, par suite du retrait de l'empire Tzariste, vont s'appuyer sur la base des présences ethniques effectives; la présence arménienne à l'Est est discontinuée²⁰⁷ en raison de la présence d'autres ethnies, sauf dans la partie dite du Haut Karabakh où elle est largement majoritaire.*

4. 25 Juin 1918 : Lettre du représentant diplomatique de l'Azerbaïdjan au Conseil National Arménien

(Document No.3, SHCA of Armenia, file 200, reg. 1, case 17, p.25. Original. Typescript, et in V. Mikayelyan, «Nagorny Karabakh in 1918-1923: Collection of Documents and Materials», Yerevan, 1992, doc. 4, p.6)

- La lettre présente la demande officielle de constitution du comité de délimitation et traite de l'organisation des travaux.
- *Le processus de délimitation de la frontière entre dans la phase de négociation sous l'égide de la Conférence de la Paix qui se tient, sur cette question, à Constantinople.*
 - *On notera, à ce stade, que la Conférence détermine encore le cadre de la négociation.*

²⁰⁷ v. cartes 1 et 2 en annexe

5. 8 Juillet 1918 : Télégramme de la délégation arménienne à son représentant à la Conférence sur la Paix

(SHCA of Armenia, file 200, reg. 1, case 656, p.25. Copy. Typescript, et in V. Mikayelyan, «Nagorny Karabakh in 1918-1923: Collection of Documents and Materials», Yerevan, 1992, doc. 5, p.6)

- il s'agit d'instructions données au représentant de la délégation Arménienne à la Conférence sur la Paix à Constantinople et porte sur les revendications de territoires à l'Est, y compris le Karabakh.
- *La Partie arménienne entend présenter ses propres revendications territoriales qui par ailleurs, sont sous son contrôle effectif. (v. cartes en annexe 1 et 2) ;*

6. 29 Aout 1918 : Position écrite du Chargé d'Affaires de la République d'Arménie au représentant diplomatique de l'Azerbaïdjan

(Document No.580, SHCA of Armenia, File 200, reg. 1, case 49, p.18. Verified Copy. Typescript, et in V. Mikayelyan, «Nagorny Karabakh in 1918-1923: Collection of Documents and Materials», Yerevan, 1992, doc. 15, p.22)

- La question de l'appartenance du Haut Karabakh, son indépendance, ou son rattachement à l'Arménie reste une question non résolue pour l'Arménie.
- Le territoire est majoritairement composé d'arméniens.
- La partie arménienne indique que la controverse devra être résolue à la Conférence de la Paix qui se tient à Constantinople ou par autodétermination de la population.
- *La prétention arménienne reste basée sur la composition de la population ; en l'absence de statut territorial, la composition ethnique reste la seule référence, celle faisant référence au district précédemment Russe englobait un territoire plus vaste à composition ethnique multiple.*
- *L'autodétermination de la population est présentée comme une alternative à l'échec éventuel des négociations à la Conférence sur la Paix. Elle s'exprime déjà à la faveur des idées qui figurent dans les 14 points du président Woodrow Wilson (USA).*

7. 11 Septembre 1918 : Déclaration du représentant diplomatique de l'Azerbaïdjan au Chargé d'affaires de l'Arménie

(Document No.1977, SHCA of Armenia, File 200, reg. 1, case 17, p.33. Verified Copy. Typescript et in V. Mikayelyan, «Nagorny Karabakh in 1918-1923: Collection of Documents and Materials», Yerevan, 1992, doc. 16, p.23)

- Le représentant de l'Azerbaïdjan conteste formellement la position du Chargé d'Affaires et considère que le Karabakh fait partie intégrante de l'Azerbaïdjan.
- Il considère que la position du chargé d'Affaires est contraire à la position adoptée par l'Arménie lors des pourparlers qui se sont tenus à Batoum où un accord verbal aurait été conclu.

- *Il est bien entendu difficile de trouver une trace officielle des fameux pourparlers de Batoum et de leurs contenus, les deux parties ayant des interprétations divergentes.*
- *La question de savoir si ces pourparlers étaient silencieux sur le Karabakh ou qu'un accord ait pu être conclu est également indémontrable.*
- *On notera la prétention Azerbaïdjanaise à vouloir, comme sa déclaration d'indépendance le laissait entendre, englober l'ensemble territorial de la 'transcaucasie de l'Est', y compris le 'district' Russe qui comprenait le territoire connu sous la dénomination de Haut Karabakh. Le seul référentiel auquel on pourrait raccrocher une telle prétention est celle défini par le traité de Golestan (1813).*

8. 15 Janvier 1919 : Notification de la mission militaire Britannique à la population du Karabakh sur la nomination d'un gouverneur général pour la région par le gouvernement d'Azerbaïdjan

(SCHA of Armenia, file 200, reg. 1, case 243, p.100. Copy. Typescript, et in V. Mikayelyan, «Nagorny Karabakh in 1918-1923: Collection of Documents and Materials», Yerevan, 1992, doc. 38, p.62)

- La mission militaire Britannique (symbolique dans la région) représente les alliés en tant que force d'occupation en attendant le résultat des pourparlers de Paix. Elle rapporte une décision du gouvernement d'Azerbaïdjan nommant un gouverneur général sur la région,
 - La notification indique que les questions controversées (délimitation de la frontière de l'Est et appartenance du Karabakh) trouveront une solution à la conférence sur la Paix.
- *En raison des contestations de part et d'autre, la partie Azerbaïdjanaise prend l'initiative de nommer un gouverneur général.*
 - *Cette nomination est relayée par la mission militaire Britannique. Il s'agit de la première pression diplomatique sur la partie arménienne.*

9. 26 Janvier 1919 : Lettre de protestation du ministre des Affaires étrangères d'Arménie à son homologue Azerbaïdjanais concernant la nomination d'un gouverneur général sur les territoires comprenant notamment le Karabakh.

(SCHA of Armenia, file 200, reg. 1, case 243, p.1. Release. Typescript, et in V. Mikayelyan, «Nagorny Karabakh in 1918-1923: Collection of Documents and Materials», Yerevan, 1992, doc. 40, p.64)

- Protestation formelle de l'Arménie, considérant la nomination d'un gouverneur général comme une violation des droits territoriaux de l'Arménie.
- *La réaction arménienne est rapide. Elle traduit la crainte de se voir opposée une acceptation tacite.*

10. 30 Janvier 1919 : Lettre du Président du conseil des ministres d'Arménie concernant l'administration provisoire des territoires controversés.

(Document No.268, SCHA of Armenia, file 199, reg. 1, case 38, p.5-6. Release. Typescript, original en Arménien, et in V. Mikayelyan, «Nagorny Karabakh in 1918-1923: Collection of Documents and Materials», Yerevan, 1992, doc. 43, p.66)

- En rétorsion à la décision du gouvernement d'Azerbaïdjan, le gouvernement arménien prend la décision de nommer un gouverneur général sur les territoires concernés et réaffirme l'appartenance de la région du Karabakh comme partie intégrante de l'Arménie
- *Il convient de noter que la Partie arménienne, à cette époque, administre effectivement les territoires controversés. (v. carte en annexe 1 et 2) ;*
- *Le différend sur les territoires controversés se traduit par des actes réciproques de souveraineté, à travers la nomination respective de gouverneurs.*

11. 31 Janvier 1919 : Déclaration du ministre des Affaires étrangères d'Azerbaïdjan à son homologue arménien sur le manque de fondement des protestations arméniennes quant à l'appartenance du Karabakh à l'Arménie.

(Document No.176, SCHA of Armenia, file 200, reg. 1, case 243, p.5-6. Original. Manuscript., et in V.Mikayelyan, «Nagorny Karabakh in 1918-1923: Collection of Documents and Materials», Yerevan, 1992, doc. 45, p.72)

- Le gouvernement de l'Azerbaïdjan prend position sur l'appartenance du Karabakh et considère que la mise en place d'une administration provisoire arménienne sur la région constitue une violation de sa souveraineté et une immixtion dans les affaires intérieures de l'Azerbaïdjan.
- *Sur le terrain, la région de la RNK est contrôlée par une présence effective arménienne. (v. cartes 1 et 2 en annexe).*
- *Ce document et ceux qui précèdent contredisent formellement les assertions faites par la République d'Azerbaïdjan dans son rapport²⁰⁸ remis au secrétaire général des Nations Unies en 2009 par lequel elle affirme que le territoire controversé était sous son autorité.*

12. 19 Février 1919 : Lettre du Président du Congrès National Arménien du Karabakh.

(SCHA of Armenia, file 223, reg. 1, case 75, p.77. Original. Typescript, et in V. Mikayelyan, «Nagorny Karabakh in 1918-1923: Collection of Documents and Materials», Yerevan, 1992, doc. 50, p.80)

- Protestation de l'assemblée locale (élue) du Karabakh contre la décision de l'Azerbaïdjan de considérer le territoire du Karabakh comme lui appartenant. La protestation sur

²⁰⁸ Rapport daté du 30 septembre 2009, adressé au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies, document (A/64/475) ; (S/2009/508) ;

l'appartenance du territoire fonde sa contestation sur le principe d'autodétermination des nationalités.

- La protestation est transmise aux autorités militaires alliées (forces Britanniques) ainsi qu'aux deux gouvernements, Arménien et Azerbaïdjanais.

- *Il s'agit de l'expression officielle de l'assemblée locale du Karabakh qui invoque le principe d'autodétermination des nationalités. Ce principe, en l'absence d'un référentiel étatique à l'époque, était compris comme un droit appartenant aux nations visant des territoires en fonction de leur composition ethnique.*

13. 24 Février 1919 : Lettre du représentant des forces d'occupation Britannique au ministère des affaires étrangères de l'Arménie.

(SCHA of Armenia, file 200, reg. 1, case 244, p.2. Certified Copy. Manuscript /Translated from French/, et in V. Mikayelyan, «Nagorny Karabakh in 1918-1923: Collection of Documents and Materials», Yerevan, 1992, doc. 54, p.84)

- précise le rôle et la fonction du gouverneur général nommé par l'Azerbaïdjan
- indique que sa nomination ne préjuge pas de la future administration du territoire ou de son attribution à l'Azerbaïdjan, et qu'elle a seulement pour objectif de préserver le maintien de l'ordre sur le territoire
- *Cette lettre qui suit de quelques semaines la notification par les forces Britanniques de la nomination d'un gouverneur général se veut apaisante et se limite à convaincre des attributions administratives et de police du gouverneur nommé par le gouvernement Azerbaïdjanais.*
- *Elle met en évidence la tentative visant à créer une situation de facto quand on sait par ailleurs que la région ne révèle aucune présence effective de la République d'Azerbaïdjan.*

14. 28 Février 1919 : Lettre du Ministère des Affaires étrangères de l'Arménie au Commandant des forces militaires Britanniques en Transcaucasie.

(SCHA of Armenia, file 200, reg. 1, case 244, p.3. Copy. Typescript /Translated from French/, et in V. Mikayelyan, «Nagorny Karabakh in 1918-1923: Collection of Documents and Materials», Yerevan, 1992, doc. 60, p.95)

- Il s'agit d'une protestation officielle en réaction à la nomination par l'Azerbaïdjan d'un gouverneur général sur le Karabakh. Elle récusé la position officielle du représentant des forces militaires Britanniques quand bien même cette nomination ne préjugerait pas de la future administration du territoire par l'Azerbaïdjan.
- Elle demande à ce que le statu quo soit préservé en attendant l'issue de la Conférence de la Paix, le Gouvernement Azerbaïdjanais ne disposant d'aucune autorité pour modifier un tel statu quo.
- *La pression de la mission militaire Britannique ne parvient pas à emporter l'adhésion de la partie arménienne.*

15. 3 Mars 1919 : Rapport du Gouverneur Général nommé par le gouvernement de l'Azerbaïdjan à son autorité de tutelle.

(Party archives of CPA, file 4022, reg. 5, case 441, p.3. Release. Typescript, et in V. Mikayelyan, «Nagorny Karabakh in 1918-1923: Collection of Documents and Materials», Yerevan, 1992, doc. 63, p.99)

- Il s'agit du rapport du Gouverneur Général au Conseil des Ministres de l'Azerbaïdjan,
 - Il indique que la situation dans les territoires à composante musulmane est satisfaisante, mais que l'anarchie domine dans les régions à dominante arménienne, et estime qu'il n'est pas approprié d'étendre ses pouvoirs dans ces régions.
- *C'est, à l'évidence un constat d'échec. La tâche du gouverneur général ne pouvait être facile, les territoires controversés étant sous contrôle effectif du gouvernement arménien.*

16. 18 Mai 1919 : Lettre du Ministère des Affaires Etrangères d'Azerbaïdjan à son représentant en Arménie

(SHCA of Armenia f.200 reg 1 case 427 p.206. Verified Copy. Typescript et in Y. G. Barseghov «Nagorny Karabakh in International Law and World's Politics», Vol. I, Moscon, 2008, doc. No.309, p.320)

- Les Arméniens du Karabakh sont résolument opposés à l'établissement de la souveraineté de l'Azerbaïdjan sur la région du Karabakh.
 - La lettre rapporte que la mission Britannique au Karabakh soutient l'initiative de l'Azerbaïdjan.
- *Malgré la pression britannique, et la nomination d'un gouverneur général, l'Azerbaïdjan reconnaît qu'elle a du mal à établir sa souveraineté sur la région et fait état du soutien de la mission militaire.*

17. 22 Aout 1919 : Accord sur le Nagorny Karabakh entre le Congrès Arménien du Karabakh (Assemblée) et le gouvernement de l'Azerbaïdjan.

(SHCA of Armenia, f. 57, reg. 5, case 202, p.3-4. Certified Copy. Typescript, et in V. Mikayelyan, «Nagorny Karabakh in 1918-1923: Collection of Documents and Materials», Yerevan, 1992, doc. 214, p.327)

- Accord provisoire pris dans le cadre de la Conférence de la Paix. Il est conclu dans l'attente du résultat des négociations en cours.
- L'accord divise le territoire en deux parties, l'Azerbaïdjan exercerait temporairement, sur une partie, les fonctions administrative et de maintien de l'ordre, l'autre partie serait attribuée à une unité administrative spéciale bénéficiant d'une gouvernance autonome et dont les membres sont nommés par les représentants arméniens avec l'obligation de respecter les droits des minorités.
- Le gouvernement de l'Azerbaïdjan assure en outre aux arméniens du Karabakh sous son contrôle une autodétermination culturelle.

- *La dichotomie opérée vise, sur le plan du principe, les territoires où la composition ethnique est multiple et ceux où elle est majoritairement arménienne. v. cartes 1 à 3 en annexe ;*
- *Il s'agit d'un accord provisoire ne préjugant pas de la décision définitive sur l'attribution définitive du territoire; il ne s'agit pas non plus d'une délimitation de frontières.*
- *C'est à cet accord que la partie Azerbaïdjanaise fait référence lors des débats sur la résolution dite 'unilatérale' votée par l'Assemblée des Nations Unies, à l'initiative de l'Azerbaïdjan ; v. points 89 et 90 ci-après ; argument repris dans le rapport remis au Secrétaire Général des Nations Unies en 2009²⁰⁹ ; l'affirmation selon laquelle l'assemblée locale arménienne a donné son accord définitif est évidemment erronée. Il ne s'agit que d'un accord provisoire d'administration, en attendant un accord définitif de délimitation et d'attribution territoriale;*
- *Cet accord provisoire délimite d'ailleurs deux parties, dont l'une n'est pas intégrée à l'Azerbaïdjan ; le rapport de 2009 visé plus haut joue sur cette ambiguïté en énonçant que l'assemblée arménienne du haut Karabakh aurait donné son accord pour s'intégrer à l'Azerbaïdjan et que la Paix était revenue de ce fait ;*
- *Il est conclu sous l'égide de la Conférence pour la Paix. Ce cadre de négociation disparaîtra lors de l'invasion soviétique en avril 1920.*

18. 16 Septembre 1919 : Télégramme du Ministre des Affaires étrangères d'Arménie à son représentant en Géorgie

(SHCA of Armenia f.276, reg.1, case 101, p.80. Original. Manuscript et in in Y. G. Barseghov, «Nagorny Karabakh in International Law and World's Politics», Vol. I, Moscom, 2008, doc. No.359, p.374)

- Les britanniques mènent une politique pro-musulmane dans la région du Caucase. Leurs représentants locaux n'ont pu prendre leur décision de leur propre chef sans un appui de leur hiérarchie. L'attitude britannique est le reflet de leurs efforts pour transférer le Haut Karabakh à l'Azerbaïdjan malgré les déclarations officielles.
- *Ces échanges ont pour intérêt de révéler la réalité du cadre dans lequel la question de l'attribution territoriale intervient: on n'est plus dans un cadre juridique d'autodétermination des populations locales, mais d'une politique d'attribution de territoires en fonction des objectifs politiques poursuivis. Le cadre de la Conférence de la Paix devient un outil pour obtenir des concessions. Il explique en cela le flou laissé dans le traité de Sèvres quand à la délimitation des frontières de l'Est, dont l'enjeu principal est celui d'asseoir l'influence de la puissance britannique.*

²⁰⁹ Rapport daté du 30 septembre 2009, adressé au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies, document (A/64/475) ; (S/2009/508) ;

19. 23 Novembre 1919 : Accord entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan pour un règlement pacifique des différends territoriaux.

(SHCA of Armenia, f. 200, reg. 1, case 282, p.35-36. Certified Copy, typescript *et in* V. Mikayelyan, «Nagorny Karabakh in 1918-1923: Collection of Documents and Materials», Yerevan, 1992, doc. 235, p.352)

- L'accord est signé par les gouvernements Arménien, Azerbaïdjanais, Géorgien et le représentant du Haut Commissaire des forces alliées, dans le cadre de la Conférence de la Paix.
 - Les deux gouvernements prennent l'engagement de résoudre leurs différends, y compris de frontières, de manière pacifique,
 - Une conférence est prévue à cet effet, avec un calendrier, et un nombre égal de délégués de part et d'autre.
 - En cas de désaccord, un arbitre neutre serait désigné par les deux parties. En cas de désaccord sur la désignation de l'arbitre, un recours est prévu sous l'égide du représentant du Haut Commissaire des forces alliées.
- *Il s'agit du premier accord formel entre les deux gouvernements, toujours dans le cadre de la Conférence pour la Paix ;*
 - *Malgré le vide du contenu, il prévoit un calendrier et en cas de désaccord, un arbitrage.*
 - *Il s'agit de la dernière avancée diplomatique sous l'égide des Puissances Alliées. Celle-ci sera interrompue au moment de l'invasion de la région par les forces soviétiques.*

20. 27/28 Avril 1920 : Invasion de la région du Caucase par les troupes soviétiques

- *Profitant des troubles locaux qui perdurent entre les populations arméniennes et azerbaïdjanaises, les troupes soviétiques prennent possession de la région.*
- *Cette invasion va modifier le cadre des négociations entre les Parties, en le déplaçant de la Conférence de la Paix. Désormais, celles-ci se dérouleront sous l'égide du parti communiste russe.*

21. 23-29 Avril 1920 : IXe Congrès des travailleurs du Nagorny Karabakh

(SHCA of Armenia, File 200, reg. 1, case 581, p.98. Release. Typescript *et in* Y. G. Barseghov «Nagorny Karabakh in International Law and World's Politics», Vol. I, Moscom, 2008, doc. 409, p.425)

- Concerne la résiliation des accords provisoires du 22 Aout 1919 conclus lors du VII Congrès en raison de leur violation par les autorités Azerbaïdjanaises
 - Le Congrès déclare le rattachement du territoire du Karabakh à l'Arménie.
- *On notera, à l'occasion de l'invasion, que la population, sous l'égide du parti des travailleurs, continue à exprimer une volonté de rattachement à l'Arménie. Celle-ci s'exprime dès le lendemain de l'invasion soviétique.*

22. 28 Avril 1920 : Télégramme du Comité militaire révolutionnaire provisoire de la RSS d'Azerbaïdjan au Président du Conseil des Commissaires des Peuples (Lénine).

(«Documents of USSR Foreign Policy», Vol.2, Moscow, 1958, p.489, Document No.327)

- Le Comité révolutionnaire provisoire qui prend le pouvoir en Azerbaïdjan rompt les relations avec les forces de l'Entente et décide de se joindre à l'union fraternelle avec les Soviets de Russie
- *il s'agit de la déclaration de la partie azerbaïdjanaise qui met fin au cadre des négociations sous l'égide de la Conférence pour la Paix initiée par les Alliés.*
- *Le débat sur les frontières de l'Est sort définitivement de son cadre.*

23. 30 Juin 1920 : Procès verbal de la réunion du Bureau Politique du Comité Central du Parti Communiste Russe.

(No.24 Archive of CC CPSC, case 44-3/3-a, p.54-59. Original. Typescript et in V. Mikayehyan, «Nagorny Karabakh in 1918-1923: Collection of Documents and Materials», Yerevan, 1992, doc. 360, p.518)

- Il est acté formellement que les territoires controversés sont sous le contrôle du gouvernement arménien et qu'ils sont réclamés par le gouvernement de l'Azerbaïdjan.
- La discussion évoque deux possibilités : soit l'Azerbaïdjan intervient pour les récupérer avec le risque de voir son armée se retourner contre l'armée soviétique, soit les troupes soviétiques occupent les secteurs et les transfèrent à l'Azerbaïdjan.
- *La situation sur le terrain a évolué. Les forces militaires soviétiques occupent désormais la région. Elles font face à la pression musulmane encouragée par les offensives Turques à l'ouest. (v. carte 1 et 2 en annexe) ;*
- *On notera que la région controversée est sous contrôle du gouvernement arménien.*
- *Les fondements de la décision future des autorités soviétiques sont sous jacentes dans ce procès verbal comme on le constatera par la suite. Elles évoquent explicitement une manœuvre militaire et politique au profit de l'Azerbaïdjan.*

24. 8 Juillet 1920 : Télégramme de Staline au Comité Central du Parti Communiste Russe.

(No.345, CPA IML, f. 558, reg.1, case 4018, p.1. Telegraph blank. CRAOR USSR, f. 130, reg. 4, case 496, p.142 et in V. Mikayehyan, «Nagorny Karabakh in 1918-1923: Collection of Documents and Materials», Yerevan, 1992, doc. 363 a, p.524)

- Evoque la nécessité de soutenir la RSS d'Azerbaïdjan dans ses revendications territoriales relatives au Karabakh.
- Considère qu'il n'est pas possible de continuer à manœuvrer indéfiniment entre les deux parties et qu'il convient de soutenir l'une d'elles, (la Turquie et l'Azerbaïdjan) et mentionne l'accord de Lénine à ce sujet,

- *Ce télégramme n'a aucune valeur juridique. Il constitue néanmoins le nœud de la décision politique du pouvoir soviétique à l'échelon le plus élevé qui va permettre, grâce à l'occupation soviétique, l'annexion future du territoire par l'Azerbaïdjan par décret du 7 Juillet 1923 (v. infra.)*
- *Cette position, clairement opportuniste, s'inscrit dans la logique de guerre menée par les soviétiques dans la région contre les puissances alliées, et de leur plan stratégique visant à préserver l'acquis de la Révolution en s'assurant le soutien tacite de la Turquie qui contrôle la frontière de l'Ouest et qui mène une offensive victorieuse (traité d'Alexandropol de décembre 1920, suivi du Traité de Kars du 13 Octobre 1921).*

25. 10 Aout 1920 : Traité de Sèvres

- Les frontières entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan seront déterminés par accord entre les deux gouvernements. L'article 92 du traité - à la différence de l'article 89 qui prévoit, pour la frontière de l'ouest, un arbitrage international du président Woodrow Wilson - laisse à l'appréciation des deux Parties le soin de déterminer leur frontière commune.
- En cas de désaccord, la délimitation serait décidée par les principales forces alliées, qui en donneront le tracé.
- *Malgré les événements sur le terrain, la Conférence de la Paix met en forme le traité de Sèvres négocié depuis plus de deux ans; il sera signé mais ne sera pas ratifié;*
- *Ce document a pour intérêt de refléter la réalité concernant les frontières de l'Est dans l'esprit des négociateurs et qui a permis les tergiversations et tentatives diverses de pression jusqu'à l'invasion Soviétique d'avril 1920. Cette détermination des frontières de l'Est entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan se poursuivra désormais sous l'égide des forces d'occupation soviétiques.*

26. 10 Aout 1920 : Accord entre le Gouvernement Arménien et le Gouvernement de la République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie (RSFSR)

(SHCA of Armenia, f. 200, reg. 1, case 529, p.66. Certified Copy. Typescript et in V. Mikayelyan, «Nagorny Karabakh in 1918-1923: Collection of Documents and Materials», Yerevan, 1992, doc. 398, p.574)

- l'accord est passé à la suite de l'occupation des territoires controversés par les forces armées de la RSFSR et ne préjuge pas de la question des droits sur les territoires controversés. Il prévoit un accord de Paix.
- *La reprise en main de la question de l'attribution du territoire par les forces armées soviétiques - dans le cadre d'un règlement pacifique préparé sous l'égide de la RSFSR et non plus dans le cadre de la Conférence pour la Paix - est concrétisée sur le plan juridique par la signature d'un accord formel avec le nouveau pouvoir installé en Arménie.*

27. Septembre 1920: Mémorandum du Ministère des Affaires étrangères de la Grande Bretagne: "l'Arménie et le Caucase."

(A.L.P. Burdett, «Armenia. Political and Ethnic Boundaries. 1878-1948» Archive Editions, 1998, pp.728-732 et in Y. G. Barseghov, «Nagorny Karabakh in International Law and World's Politics», Vol. I, Moscow, 2008, doc. 615, p.570)

- Les districts de Shahur Daralagez, Nakhitchewan, Zanguezour et la partie Ouest du Karabakh sont l'objet d'un conflit entre l'Arménie et les tatars de la république d'Azerbaïdjan.
 - L'Arménie a été attaquée par la Russie Soviétique, et l'Azerbaïdjan a dû signer un accord qui prévoit l'occupation temporaire de ces territoires par la Russie Soviétique. Il est dès lors difficile, en raison de l'occupation, de trancher la question de l'appartenance de ces territoires.
- *On notera avec malice le revirement de la position Britannique qui avait soutenu une solution Azerbaïdjanaise pour gagner les faveurs des populations musulmanes et étendre son influence.*
 - *On retiendra néanmoins que ce document (i) dénonce l'annexion opérée, (ii) constate que l'appartenance de ces territoires ne peut être reconnue en raison de l'interruption des négociations et des discussions d'un traité de délimitation entre les deux Etats.*

28. 20 Novembre 1920: Décision de la cinquième commission de l'Assemblée de la Société des Nations (SDN)

(League of Nations. The Records of the First Assembly. Meeting of the Committees II. Geneva, 1920, pp.173-174 et in Y. G. Barseghov, «Nagorny Karabakh in International Law and World's Politics», Vol. I, Moscow, 2008, doc. 619, p.574)

- Le conflit régional ne permet pas de résoudre la question des frontières avec l'Azerbaïdjan
 - L'Azerbaïdjan ne répond pas aux critères définies par la Société des Nations, en particulier en ce qui concerne les conditions de pérennité et de souveraineté territoriale.
 - L'Azerbaïdjan n'est pas reconnue en droit comme membre de la Société des Nations.
- *La SDN constate que la République d'Azerbaïdjan ne répond pas aux critères de souveraineté territoriale, cette dernière n'ayant pas un contrôle effectif sur un territoire clairement délimité. Elle confirme de ce fait le caractère 'inachevé' du processus d'autodétermination que la période Soviétique va neutraliser.*
 - *Ce point est à rapprocher de la proclamation d'indépendance de la République d'Azerbaïdjan visant à 'restaurer' la République telle qu'elle existait de 1918 à 1920. V. infra ;*

29. 25 Novembre 1920: Procès-verbal du Conseil de la Société des Nations adressé aux gouvernements des Etats membres

(Official Journal. League of Nations. [20/29/17]. November-December, 1920, p. 83 et in Y. G. Barseghov, «Nagorny Karabakh in International Law and World's Politics», Vol. I, Moscow, 2008, doc. 622, p.584)

- Le président des Etats Unis a accepté la mission d'arbitrage pour la définition de la frontière de l'Arménie à l'ouest.
- *Cette acceptation fait suite à la signature du compromis d'arbitrage, indépendamment de la non ratification du Traité de Sèvres, et concerne la frontière avec la Turquie. Elle aboutira à une décision arbitrale définissant l'étendue territoriale et la délimitation des frontières dites de l'ouest.*

30. 30 Novembre 1920: Déclaration du Comité Révolutionnaire Azerbaïdjanais

(Published in newspaper: Communist (Baku), 2 December 1920; Vestnik archivov Armenii, 1989, No.1, p.124-125, et in V. Mikayelyan, «Nagorny Karabakh in 1918-1923: Collection of Documents and Materials», Yerevan, 1992, doc. 419, p.601)

- Le Comité Révolutionnaire Azerbaïdjanais reconnaît les droits territoriaux de la RSS d'Arménie sur le Karabakh.
- Il reconnaît également le droit à l'autodétermination de la population dudit territoire.
- *Cette déclaration existe. Elle émane des autorités de la RSS d'Azerbaïdjan.*
- *L'appartenance territoriale du Karabakh à l'Arménie est clairement reconnue, ainsi que le droit à l'autodétermination de la population locale du Karabakh.*
- *La déclaration n'est pas contestée par l'Azerbaïdjan d'aujourd'hui qui le mentionne dans son rapport de 2009 remis au Secrétaire Général de l'ONU.²¹⁰*
- *L'Azerbaïdjan conteste cependant l'intention qui y était exprimée. (v. ci-après).*

31. 30 Novembre 1920 : Déclaration publique du Comité révolutionnaire d'Azerbaïdjan

(Communist (Erivan), 7 December 1920. / Translated from Armenian, and published in magazine Vestnik archivov Armenii, 1989, No.2, doc. No.1, p.68, et in V. Mikayelyan, «Nagorny Karabakh in 1918-1923: Collection of Documents and Materials», Yerevan, 1992, doc. 420, p.601)

- La déclaration précédente est reprise et publiée dans l'organe officiel du Parti Communiste, information reprise dans les organes d'Azerbaïdjan et transmise aux autorités centrales de la RSFSR

²¹⁰ Rapport daté du 30 septembre 2009, adressé au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies, document (A/64/475) ; (S/2009/508), p. 13, para 57 ;

- Elle mentionne la déclaration à la fois sous le nom du représentant du Comité révolutionnaire et du Commissaire en charge des affaires étrangères
- *La déclaration du Comité Révolutionnaire d'Azerbaïdjan est publiée dans les organes officiels.*
- *La réalité de cette déclaration officielle - non contestée - vaut acquiescement de la part des instances dirigeantes de la RSS d'Azerbaïdjan pour une 'autodétermination de la population du Haut Karabakh'. Elle souligne le bénéficiaire du droit dont on comprend naturellement qu'il s'agit des arméniens qui sont majoritaires localement.*
- *Le même rapport indique que cet accord n'induit pas (sic) une « reconnaissance[ce] [de] l'inclusion du Haut-Karabakh comme partie intégrante de l'Arménie soviétique ».*²¹¹
- *C'est un point de faiblesse de la position Azerbaïdjanaise que de vouloir masquer l'acquiescement comme une non « inclusion » territoriale, quand on connaît à l'évidence l'issue d'une autodétermination de la population dont la volonté a été clairement affichée.*
- *On notera avec intérêt, que l'une des raisons pour lesquelles la déclaration d'indépendance de la République d'Azerbaïdjan en 1991 (v. plus loin) fait référence à la « restauration » de la République d'Azerbaïdjan telle qu'elle existait avant l'invasion Soviétique, a pour intention d'annuler les effets de cet accord formel, en masquant la période soviétique la considérant inexistante, quand bien même l'actuelle République d'Azerbaïdjan qui a proclamé son indépendance en 1991 exerce sa souveraineté sur le territoire de la RSS d'Azerbaïdjan qui faisait partie de l'URSS et qui a été reconnue dans ses frontières par la Communauté Internationale.*

32. 1er Decembre 1920 : Quatrième session du Comité de la Société des Nations : Question de la candidature de l'Arménie

(League of Nations. The Records of the First Assembly Meetings of the Committees, Geneva, 1920, et in Y. G. Barseghov, «Nagorny Karabakh in International Law and World's Politics», Vol. I, Moscow, 2008, doc. 623, p.585)

- *Malgré les événements régionaux, les discussions continuent sur le plan formel, et référence est faite à l'arbitrage de Woodrow Wilson quand aux frontières de l'Arménie (pour sa partie Ouest) ;*

33. 3 Juin 1921 : Procès verbal de la réunion du Comité Central du Bureau Caucasienn du Parti Communiste Russe

(Document No.6, CPA IML, f. 64, reg. 1, case 1, p.77. Verified Copy. Typescript, et in V. Mikayelyan, «Nagorny Karabakh in 1918-1923: Collection of Documents and Materials», Yerevan, 1992, doc. 439, p.633)

- mentionne la déclaration du gouvernement arménien concernant le rattachement du Karabakh à l'Arménie ; la déclaration est également publiée au journal officiel

²¹¹ Rapport daté du 30 septembre 2009, op.cit, document (A/64/475) ; (S/2009/508), p. 13, para 57

- *Le processus administratif et juridique suit naturellement son cours et fait remonter l'accord entre les deux gouvernements aux instances supérieures du Bureau Caucasienn lequel entérine l'accord par la publication qui en est faite.*

34. 12 Juin 1921 : Déclaration du Président des Commissaires du peuple de la RSS d'Arménie.

(PAAB of IML, f. 1022, reg. 2 case 197, p.2, Typography version /Russian version, et in SCAORS of Armenia, f. 113, reg. 3, case 56, p.31 /Armenian version, et in V. Mikayelyan, «Nagorny Karabakh in 1918-1923: Collection of Documents and Materials», Yerevan, 1992, doc. 441, p.636)

- Cette déclaration prend acte de la déclaration précédente de l'Azerbaïdjan et de l'accord intervenu entre les deux républiques .
- le Nagorny Karabakh fait désormais partie de la RSS d'Arménie
- *Les trois documents précédents attestent, de manière formelle, un accord explicite.*
- *Les documents émanent des autorités qui contrôlent les deux républiques soviétiques nouvellement créées.*
- *Quelle que soit la teneur des thèses quand à la chronologie des dates ou des effets induits par les accords, elles confirment la réalité d'actes officiels portant sur l'exercice d'un droit consenti à une population par les autorités en charge du territoire contesté.*
- *Il est plausible que les autorités soviétiques nouvellement installées dans la région aient considéré utile la conclusion d'un accord pour stabiliser la région.*
- *Le rapport de l'Azerbaïdjan de 2009 évoque une incohérence de dates.*

On cite :

- *« La partie arménienne dénature par ailleurs le texte d'un décret de l'Arménie soviétique daté du 21 juin 1921, qu'elle présente comme un «décret portant reconnaissance du Haut-Karabakh comme partie intégrante de l'Arménie soviétique »*
- *« Ce document dispose en réalité que, « en vertu d'une déclaration du Comité révolutionnaire de la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan [datée du 1^{er} décembre 1920] et d'un accord passé entre les gouvernements des Républiques soviétiques d'Arménie et d'Azerbaïdjan, le Comité révolutionnaire de l'Arménie soviétique déclare qu'à compter de ce jour, le Haut-Karabakh fait partie intégrante de la République soviétique d'Arménie ». En d'autres termes, le décret confirme que le Haut-Karabakh ne pouvait avoir fait partie de l'Arménie avant juin 1921. »²¹²*

Cette assertion est pour le moins surprenante. Elle confirme l'existence d'un accord pour en conclure simplement qu'avant cette date, le territoire controversé « ne pouvait avoir fait partie de l'Arménie avant juin 1921 » comme

²¹²Rapport daté du 30 septembre 2009, adressé au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies, document (A/64/475) ; (S/2009/508), pp 13 et 14, para 59 ;

si la date de signature d'un accord pouvait faire preuve d'une réalité factuelle. En tout cas, cette affirmation est contredite par les cartes (v. en annexe 1, 2).

- *Cette construction très théorique liée à la situation d'avant juin 1921 pour affirmer que le territoire concerné 'ne pouvait faire partie de l'Arménie' n'est étayé par aucun document. On reste dubitatif devant l'argument qui finalement ne sert pas l'objectif poursuivi, celui de 'restaurer' la république de 1918-1920 laquelle n'a jamais été reconnue par la SDN, justement en raison de l'absence d'exercice de la souveraineté sur un territoire clairement délimité.*

35. 15 Juin 1921 : Procès verbal du Comité central du Parti Communiste Arménien

(Document No.10, PAAB OF IML, f.1, reg. 1, case 39, p.10. Original. Typescript, et in V. Mikayelyan, «Nagorny Karabakh in 1918-1923: Collection of Documents and Materials», Yerevan, 1992, doc. 442, p.637)

- Le Comité central décide de publier la déclaration d'affiliation du Karabakh à la RSS d'Arménie par suite de l'accord intervenu entre les gouvernements arménien et azéri.
- *Cette publication parachève le processus et officialise l'accord sur l'attribution territoriale.*

36. 4 Juillet 1921 : Procès verbal de la réunion du Comité Central du Bureau Caucasienn du Parti Communiste Russe.

(No.11. CPA IML, f. 85, reg.18, case 58, p.17. Copy. Typescript, et in V. Mikayelyan, «Nagorny Karabakh in 1918-1923: Collection of Documents and Materials», Yerevan, 1992, doc. 450, p.649)

- Le sujet du Karabakh est évoqué avec un vote nominatif sur plusieurs variantes (i) rattachement à l'Arménie, (ii) à l'Azerbaïdjan, (iii) référendum local, (iv) référendum élargi à la population musulmane
- Le rattachement à l'Arménie recueille un vote majoritaire
- L'opposition se matérialise par l'abstention de la partie Azérie
- La décision est prise de rattacher le Karabakh à l'Arménie
- Il est également décidé, en raison de la forte abstention de la partie Azérie, de porter la décision finale au niveau du Comité Central du Parti Communiste Russe
- *Il s'agit d'un vote au niveau Caucasienn pour évaluer le consensus régional quand aux accords intervenus sur le plan local.*
- *A ce stade, en apparence, la question de l'attribution respecte l'accord des deux gouvernements, y compris celui des autorités de tutelle (Russes), malgré l'opposition sous-jacente des représentants de l'Azerbaïdjan qui s'abstiennent lors des votes.*

37. 5 Juillet 1921 : Procès-verbal du Comité Central du Bureau Caucasienn du Parti Communiste Russe.

(Document N° 12, CPA IML, f. 85, reg. 18, case 58, p.18. Certified Copy. Typescript, et in V. Mikayelyan, «Nagorny Karabakh in 1918-1923: Collection of Documents and Materials», Yerevan, 1992, doc. 451, p.650)

- Le sujet du Karabakh est de nouveau évoqué le lendemain au sein de la même instance
 - Afin de préserver l'entente entre musulmans et arméniens, les relations économiques entre la partie haute et basse du Karabakh, et en raison des liens constants avec l'Azerbaïdjan, il est décidé d'affecter le Karabakh à l'Azerbaïdjan et de mettre en place une région autonome (« Oblast »), avec une administration autonome au sein de la région.
 - Il est également donné instruction au Parti Communiste d'Azerbaïdjan de définir les limites territoriales de la région autonome et de les présenter au Présidium du Bureau Caucasienn du Comité Central du Parti Communiste Russe pour confirmation
 - Enfin, les deux Comités Centraux (Arménien et Azerbaïdjanais) reçoivent instruction de négocier la nomination d'un candidat en tant que Commissaire Extraordinaire pour la région, avec une proposition de candidature Russe.
- *C'est le document qui consacre formellement le 'revirement' de la position des autorités soviétiques et qui aboutira, en dépit de l'accord conclu par les Parties concernées, à l'annexion du Karabakh par l'Azerbaïdjan.*
 - *Cette décision émane directement des instances centrales contredisant les accords locaux.*

38. 23-28 Décembre 1921 : Rapport Annuel de la Commission pour les Affaires étrangères du Parti Communiste Russe au IXe Congrès.

(«Documents of USSR foreign policy» Vol. IV, p.771, et in V. Mikayelyan, «Nagorny Karabakh in 1918-1923: Collection of Documents and Materials», Yerevan, 1992, doc. 458 a, p.658)

- Il y est indiqué qu'un traité serait conclu entre l'Azerbaïdjan et le Nagorny Karabakh, en Juillet, pour rattacher la région à la RSS d'Azerbaïdjan.

39. 5 Juin 1922: Procès-verbal de la session du Comité Central du Parti Communiste Arménien

(Document No.9, PAAB of IML, f.1, reg.2, case 3, p.6. Original, Typescript, et in Y. G. Barseghov, «Nagorny Karabakh in International Law and World's Politics», Vol. I, Moscow, 2008, doc. 695, p.646)

- Les instances dirigeantes de la RSS d'Arménie donnent leur accord sur la mise en oeuvre de la décision du bureau Caucasienn relative à l'attribution du Nagorny Karabakh à la RSS d'Azerbaïdjan.

40. 21 Juillet 1922 : Extrait du Procès-verbal de la session conjointe du Presidium du Comité central exécutif et des Commissaires du Peuple d'Azerbaïdjan

(Document No.15. CSAORSC²¹³ of Armenia, file 112, reg.1, case 57, p.71. Verified Copy, Typescript, et in Y. G. Barseghov, «Nagorny Karabakh in International Law and World's Politics», Vol. I, Moscow, 2008, doc. 696, p.647)

- Il s'agit de la décision qui délègue à l'autorité nationale (la RSS d'Azerbaïdjan) le soin de définir les contours de la Région Autonome du Nagorny Karabakh (« NKAO ») et met en place un comité exécutif pour la Région
- *Cette décision va permettre à l'Azerbaïdjan de redessiner les contours de l'Oblast ('Région Autonome') au gré de sa politique de grignotage territoriale (v. configuration de l'Oblast au cours de la période soviétique sur les cartes en annexe 3, 4 et 5)*

41. 22 Decembre 1922: Extrait du Procès-verbal de la session de l'Union Transcaucasienne (SFSR)

(Document No.84, CSAORSC of Armenia, file 113, reg. 3, case 90, p.80. Verified Copy. Typescript, et in V. Mikayehyan, «Nagorny Karabakh in 1918-1923: Collection of Documents and Materials», Yerevan, 1992, doc. 464, p.664)

- Nomme le Comité en charge des affaires du Nagorny Karabakh avec droit de participation aux décisions du Comité Central du parti communiste Azerbaïdjanais.

42. 7 Juillet 1923 : Décret du Comité Central Exécutif du Parti Communiste d'Azerbaïdjan

(Collection of laws and regulations of Peasantary Government of AzSSR for 1923, Baku, 1923, p.384-385, et in Y. G. Barseghov, «Nagorny Karabakh in International Law and World's Politics», Vol. I, Moscow, 2008, doc. 704, p.652)

- La région autonome («Oblast») du Nagorny Karabakh est créée par décret en vertu de la delegation reçue.
- *C'est l'aboutissement juridique du processus d'annexion du territoire qui constitue la Région Autonome ('Oblast') du Nagorny Karabakh (NKAO) au sein de la RSS d'Azerbaïdjan.*
- *Celle-ci se voit amputée de plusieurs districts auparavant sous contrôle effectif des autorités arméniennes (v. cartes en annexe 1 à 5)*

²¹³ Central State Archive of October Revolution and Socialist Construction

43. January 1924 : Constitution de l'URSS

(Electronic library of the Faculty of History of Moscow State University)

- Article 1: la détermination des frontières entre républiques de l'Union est du ressort exclusif des instances centrales de l'URSS, y compris pour la résolution des différends territoriaux.
 - Article 4: Chaque république membre de l'Union conserve son droit de se retirer librement de la Fédération
 - Article 6: le territoire des républiques membres de l'Union ne peut être modifié sans leur consentement. Les limitations, modifications ou suppressions des deux articles précédents requièrent l'accord de toutes les républiques membres de l'Union
 - La région Autonome du HK y est expressément mentionnée dans le cadre de l'envoi des délégués aux soviets des nationalités (Chambre des Nationalités)
- *La constitution de 1924 parachève l'organisation juridique de l'URSS.*
 - *On notera que le droit à sécession des républiques membres de la fédération est formellement stipulé dans la constitution*

44. 5 December 1936 : Constitution de l'URSS

(Electronic library of the Faculty of History of Moscow State University)

- Articles 14: reprend le contenu des dispositions constitutionnelles de 1924 quant à la modification et la création des frontières des républiques, ainsi que des Régions Autonomes, des Républiques Autonomes et des nouveaux territoires.
 - Articles 17 et 18: Reprennent les dispositions sur les altérations des frontières et les sécessions de 1924 qui restent un droit pour les républiques membres;
 - Article 94: l'autorité de l'Etat en ce qui concerne les territoires, les régions, les régions autonomes, les districts, les cités et les localités rurales appartient au Soviet des travailleurs du Peuple. (organe législatif)
- *La structuration pyramidale du pouvoir dans une République Socialiste Soviétique n'a d'autre intérêt pour cette chronologie que de faire acter les modalités prévues pour les configurations administratives et territoriales internes et celles déléguées aux républiques de l'Union.*

45. Novembre 1945: Doléances présentées par le premier secrétaire du parti Communiste d'Arménie

(PAAB of IML, file 1, reg. 25, case 42 et in Y. G. Barseghov, «Nagorny Karabakh in International Law and World's Politics», Vol. I, Moscom, 2008, doc. No.710, p.657)

- Le document se réfère à la création de la Région Autonome du Nagorny Karabakh en 1923 au sein de la RSS d'Azerbaïdjan
 - Il met en exergue la composition ethnique du territoire, majoritairement composé d'arméniens qu'il considère plus logique de rattacher à la RSS d'Arménie.
- *L'anomalie de l'usurpation territoriale de 1923 est de nouveau évoquée et contestée auprès du pouvoir central à l'occasion de la fin de la guerre.*

46. 30 Septembre 1966: Lettre du Comité Central du parti Communiste et du Conseil des Ministres de la RSS d'Arménie au Comité Central du Parti Communiste

(National Archive of Armenia. K. Fund 1, reg. 46, case 65, pp.1-9, et in Y. G. Barseghov, «Nagorny Karabakh in International Law and World's Politics», Vol. I, Moscow, 2008, doc. No.711, p.657)

- Le rattachement de la Région Autonome du Nagorny Karabakh à la RSS d'Arménie résoudrait une anomalie: les Arméniens, au sein de l'URSS dépendent de deux Etats différents, la RSS d'Arménie, et la RSS d'Azerbaïdjan
 - Il est impératif de reconsidérer le rattachement des territoires du Nagorny Karabakh et du Nakhitchevan, à la RSS d'Arménie.
- *Cette lettre a pour intérêt de révéler que la question de l'attribution territoriale effectuée sous le régime de Staline en 1923 n'a toujours pas été entérinée par la partie arménienne qui continue de réclamer le retour des territoires annexés;*

47. Avril 1969: Rapport du Président du KGB de la RSS d'Azerbaïdjan au Comité du parti chargé du contrôle du comité central.

(Voskresenye Magazine, 1991, October, et in Y. G. Barseghov, «Nagorny Karabakh in International Law and World's Politics», Vol. I, Moscow, 2008, doc. No.712, p.658)

- *Des manifestations à caractère nationaliste ont lieu dans la Région Autonome du Nagorny Karabakh; elles sont la suite des manifestations des jeunes qui ont eu lieu en 1968*

48. 7 October 1977: Constitution de l'URSS

(Electronic library of the Faculty of History of Moscow State University)

- Article 72: Chaque République conserve le droit de faire sécession de l'URSS
- Article 73: La juridiction de l'URSS couvre la ratification de la formation de nouvelles Républiques Autonomes, de nouvelles Régions Autonomes au sein des Républiques de l'Union, ainsi que les modifications des frontières des Républiques de l'Union.
- Article 78: Le territoire d'une République de l'Union ne peut être altéré sans son consentement. Les frontières entre Républiques de l'Union peuvent être modifiées par accord mutuel sous réserve de leur ratification par les instances de l'URSS.
- Article 79: Chaque République de l'Union détermine la division territoriale en Régions, districts, et décide des structures administratives et territoriales.
- Article 86: Une Région Autonome est une partie constitutive d'une République de l'Union. La loi applicable à une Région Autonome, édictée par les instances représentatives de la Région, devra être adoptée par le Soviet Suprême de la République de l'Union.

49. 23 November 1977: Conclusions du Conseil des ministres du Présidium de l'URSS

(PAAB of IML, f. 1, reg. 25, case 42. Protocol of the Session No.61.11 – 4133 et in Y. G. Barseghov, «Nagorny Karabakh in International Law and World's Politics», Vol. I, Moscow, 2008, doc. No.718, p.665)

- Constate qu'en raison d'événements intervenus quelques dizaines d'années plus tôt, la Région Autonome du Nagorny Karabakh a été rattachée à la RSS d'Azerbaïdjan
 - Cette décision n'a pas pris en considération ni le passé historique, ni les intérêts nationaux et économiques de la Région
 - Depuis cette période, la question du Nagorny Karabakh demeure un sujet de conflit et de préoccupation entre deux nations voisines
 - Dès lors, le rattachement de la Région Autonome du Nagorny Karabakh à la RSS d'Arménie se révèle nécessaire et s'inscrit dans l'ordre des choses.
- *Aussi paradoxal que cela paraisse, il s'agit bien des conclusions du Conseil des Ministres de l'URSS qui reconnaît l'anomalie créée par l'annexion opérée en 1923 au profit de l'Azerbaïdjan, et conclut à la nécessité du rattachement de la Région Autonome du Nagorny Karabakh à la RSS d'Arménie.*

Deuxième période critique:

50. Loi de 1987 de la RSS d'Azerbaïdjan sur la Région Autonome du Nagorny Karabakh

(Y. G. Barseghov, «Nagorny Karabakh in International Law and World's Politics», Vol. I, Moscow, 2008, doc. No.713, p.658)

- Art 1: L' "Oblast" autonome du Nagorny Karabakh fait partie intégrante de la RSS d'Azerbaïdjan, conformément à la Constitution de l'URSS et celle de la RSS d'Azerbaïdjan.
 - Art 3: La délimitation territoriale de l' "Oblast" autonome du Nagorny Karabakh ne peut être modifiée sans l'accord des représentants élus du peuple du Nagorny Karabakh.
 - Art 10: Le pouvoir exécutif au sein de l' "Oblast" Autonome ("NKAO") est détenu par le Conseil des représentants du peuple du NKAO conformément aux dispositions constitutionnelles et législatives de l'URSS, et celles édictées par la RSS d'Azerbaïdjan.
- *L'appartenance à l'Azerbaïdjan et la gestion autonome de la Région se retrouvent dans cette loi,*
 - *Elle s'analyse comme une concession en réponse aux revendications à caractère indépendantiste largement répandues au sein de la population*
 - *Elle fige l'assise territoriale de la Région Autonome – sujet de tension avec les autorités – en donnant un droit de veto aux autorités locales sur ses modifications ultérieures.*

51. 20 Février 1988: Décision de la session extraordinaire du Soviet des Travailleurs du Nagorny Karabakh (Oblast)

(Sovetskiy Karabakh newspaper, Stepanakert, 21st February 1988, et in Y. G. Barseghov, «Nagorny Karabakh in International Law and World's Politics», Vol. I, Moscow, 2008, doc. No.719, p.665)

- Décision de transférer le NKAO vers la RSS d'Arménie (la décision est accompagnée d'une demande aux autorités centrales d'approuver le rattachement décidé).
- *Il s'agit d'une décision de la représentation nationale du NKAO. Elle est prise malgré le poids du pouvoir soviétique sur les instances dirigeantes de la NKAO et constitue un défi au pouvoir soviétique en place. Cette demande de rattachement est au coeur de la thèse Azérie qui l'oppose, dans ses argumentaires, à la demande d'autodétermination qui sera exprimée plus tard par la représentation de la RNK.*

52. 17 Mars 1988: Résolution du Conseil représentatif de la Région Autonome du Nagorny Karabakh (NKAO)

(Sovetskiy Karabakh newspaper, Stepanakert, 17 March 1988, et in Y. G. Barseghov, «Nagorny Karabakh in International Law and World's Politics», Vol. I, Moscow, 2008, doc. No.720, p.666)

- Demande le rattachement de la Région Autonome avec la RSS d'Arménie, réclamée par la majorité de la population du territoire;
- *La demande de rattachement émane cette fois-ci du Conseil représentatif qui dispose du pouvoir exécutif au sein du NKAO*

53. 13 Juin 1988: Résolution du Presidium du Conseil Suprême (RSS d'Azerbaïdjan).

(Bakinskiy rabochiy news., 14 June 1988, Baku, et in Y. G. Barseghov, «Nagorny Karabakh in International Law and World's Politics», Vol. I, Moscow, 2008, doc. No.721, p.666)

- La résolution rejette la demande du Conseil du Nagorny Karabakh de transférer la Région Autonome à la RSS d'Arménie,
- *Les demandes de rattachement par les instances locales du NKAO sont rejetées par les instances de l'Etat fédéré.*
- *Cette opposition reflète à tout le moins la persistance de la demande de la Partie arménienne qui ne s'est pas résorbée avec le temps, et qui malgré les mécanismes de contrôle des instances dirigeantes par le pouvoir central voient les instances locales réclamer un rattachement à la RSS d'Arménie*

54. 15 Juin 1988: Résolution du Conseil Suprême de la RSS d'Arménie

(Communist news., 16 June 1988, Yerevan, et in Y. G. Barseghov, «Nagorny Karabakh in International Law and World's Politics», Vol. I, Moscow, 2008, doc. No.722, p.667)

- Réclame, en vertu de l'article 70 de la constitution relative à l'autodétermination des Nations constitutives de l'URSS l'accord sur le rattachement du Nagorny Karabakh à la RSS d'Arménie.
 - Demande au Conseil Suprême de l'URSS de reconsidérer la question du rattachement et d'y donner une suite favorable.
- *La demande émane cette fois directement des instances centrales de la RSS d'Arménie; elle est présentée en sa qualité de 'nation constitutive' de l'URSS.*
 - *Il convient de souligner, pour bien comprendre le contexte, que les textes constitutionnels de l'URSS prévoyaient bien le mécanisme d'autodétermination au profit des nations dites "constitutives de l'URSS", dont l'Arménie fait partie. La décision appartient néanmoins aux instances centrales de l'URSS à qui la demande est adressée.*

55. 12 Janvier 1989 : Décret du Presidium du Soviet Suprême

(Journal of Supreme Council of USSR, Moscow, No.3, 1989, p.14, et in Y. G. Barseghov, «Nagorny Karabakh in International Law and World's Politics», Vol. I, Moscow, 2008, doc. No.727, p.671)

- Création d'une organisation administrative spécifique pour la Région Autonome du Nagorny Karabakh avec maintien du statut de Région Autonome au sein de la RSS d'Azerbaïdjan.
 - Mise en place d'un Comité Spécial d'Administration avec tous les pouvoirs dévolus au Conseil des députés du Peuple (organe executif local) sous le contrôle direct des instances dirigeantes de l'URSS.
- *Réponse des instances centrales aux troubles et manifestations au sein de la Région Autonome que le gouvernement de la RSS d'Azerbaïdjan n'arrive pas à résorber.*
 - *Celles-ci décident du détachement de la Région Autonome de la souveraineté de la RSS d'Azerbaïdjan, et son rattachement direct à l'administration centrale de l'URSS. Formellement la NKAO continu à faire partie de la RSS d'Azerbaïdjan.*
 - *Le statut de Région Autonome est maintenu, mais sort de la souveraineté de la RSS d'Azerbaïdjan. Cela équivaut à placer le territoire en dehors de la souveraineté de la République. La similarité avec la résolution 1244 de l'Assemblée des Nations Unies - mettant en place une administration provisoire sur le Kosovo – est frappante.*
 - *Depuis cette date, l'Azerbaïdjan n'exerce plus formellement sa souveraineté sur le territoire de la Région Autonome. La mise sous tutelle directe de la Région Autonome sous administration centrale des instances de l'URSS a eu pour effet de créer les conditions d'autonomie totale de la Région du Nagorny Karabakh. Celle-ci perdure désormais, par suite du référendum d'autodétermination (v.infra) sous l'appellation de la RNK.*

56. 23 Septembre 1989: Loi constitutionnelle de la RSS d'Azerbaïdjan sur la souveraineté de la République

(Bakinsky rabochiy news, October 5, 1989 et in website of the International foundation for socio-economic and political studies (Gorbachev Foundation))

- La RSS d'Azerbaïdjan décide en toute indépendance de toutes les questions relatives aux sous-divisions territoriales. Toute immixtion dans le processus de décision concernant les droits inaliénables de la RSS d'Azerbaïdjan sera considérée comme une violation de sa souveraineté.
 - Les seules limitations aux compétences de la RSS d'Azerbaïdjan sont celles déléguées à l'URSS. (Article 2)
 - La souveraineté de l'Azerbaïdjan couvre l'intégralité du territoire de la République, y compris la République Autonome du Nakhitchevan et l'Oblast Autonome du Nagorny Karabakh qui font partie intégrante de l'Azerbaïdjan.
 - Les délimitations territoriales de la RSS d'Azerbaïdjan ne peuvent être modifiées sans son consentement, exprimé par un vote national (référendum) - initié par le Soviet suprême de la RSS d'Azerbaïdjan – de l'ensemble de la population.
 - Les droits souverains de la RSS d'Azerbaïdjan représentés par ses instances représentatives, couvrent la formation et l'abolition de toute République Autonome et de toute Région Autonome qui existent sur son territoire.
- *La réponse Azerbaïdjanaise prise de manière autonome par le pouvoir local tend à subsidiariser la partie déléguée au pouvoir central de l'URSS (nous sommes dans la période de la Glasnost) et tend à la réappropriation du pouvoir de détermination de l'organisation territoriale par les instances dirigeantes de l'Etat fédéré.*
 - *Ces dispositions affirment l'étendue des droits souverains dans le contexte des contestations en cours et des réclamations d'autodétermination par le NKAO. Elles sont prises alors que la constitution de l'URSS n'est pas modifiée, ni l'Union dissoute;*

57. 28 Novembre 1989: Résolution du Conseil Suprême de l'URSS

(To the union of sovereign nations. Collection of the documents of CPSC. Moscow, 1991, p. 346)

- Le décret du 12 Janvier 1989 est abrogé. Il est mis fin au détachement du territoire du Nagorny Karabakh (v. ci-dessus N° 55 de la chronologie). Le Conseil du Peuple de la Région est restauré dans ses prérogatives;
- *Le détachement juridique du territoire de la souveraineté de la RSS d'Azerbaïdjan opéré par l'autorité centrale de l'URSS aura duré 10 mois. Il n'aura pas permis l'exercice de souveraineté ni par l'autorité centrale de l'Union, ni celle de la RSS d'Azerbaïdjan.*
 - *La période est marquée par la déliquescence du pouvoir central. Ce décret est pris alors que la RSS d'Azerbaïdjan a édicté une loi constitutionnelle affirmant des droits souverains sur la Région Autonome (NKAO).*

58. 1er Décembre 1989: Résolution conjointe du Conseil Suprême de la RSS d'Arménie et du Conseil National du Nagorny Karabakh.

(Website of Karabakh War Press Archive)

- Le Conseil Suprême de la RSS d'Arménie entérine l'autodétermination de la Région Autonome du Nagorny Karabakh et reconnaît la représentativité du Congrès des

représentants du Nagorny Karabakh ainsi que le Conseil National qui a été élu comme seuls détenteurs du pouvoir légitime dans l'Oblast

- Le Conseil Suprême de la RSS d'Arménie et le Conseil National du Nagorny Karabakh proclament la réunification de l'Arménie et de l'Oblast

59. 10 Janvier 1990: Résolution du Presidium Suprême du Conseil de l'URSS

(To the union of sovereign nations. Collection of documents of the CPSC. Moscow, 1991, p. 349)

- La proclamation de la réunification est une violation flagrante de l'Article 78 de la Constitution de l'URSS
 - Le fait de proclamer une résolution conjointe et de reconnaître le Conseil National du Nagorny Karabakh comme seule autorité légitime est une violation des articles 2, 78, 86, 87, 145 de la constitution de l'URSS; par suite la résolution n'aura aucun effet sur le territoire de la République.
- *Les actes des autorités centrales sont edictés sans qu'ils puissent avoir d'effet sur le territoire. Les autorités locales du Nagorny Karabakh exercent une autorité effective.*

60. 18 Janvier 1990: [Parlement Européen] Résolution sur la situation en Arménie [résolution conjointe remplaçant les résolutions Docs. B3-137, 139, 145, 156, 157 and 162/90]

(Official Journal of the European Communities, No C 38 dated 19.02.1990, p. 81)

- Le parlement s'inquiète des tensions à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan qui sont pratiquement en état de guerre et constate que la région du Nagorny Karabakh est soumise à un blocus.
 - Ce conflit résulte des divisions territoriales imposées par Lénine en Transcaucasie qui a abouti à l'intégration forcée de la NKAO principalement composée d'arméniens chrétiens au sein de la République musulmane d'Azerbaïdjan en 1923.
 - La décision prise par le pouvoir central le 28 Novembre 1989 d'altérer le statut du NKAO contredit les souhaits de la population de la Région Autonome, et de ce fait crée des conditions 'explosives'.
 - Les menaces de sécession pourraient avoir des conséquences sur le processus de démocratisation en cours au sein de l'URSS.
 - Le parlement demande à la commission d'intervenir auprès des instances de l'URSS afin de trouver une solution politique pérenne à la question du Nagorny Karabakh.
- *Cette résolution, unique dans son genre, touche le point central du conflit du Nagorny Karabakh: celui de l'annexion et de l'autodétermination inachevée en raison de la décision arbitraire de 1923 d'attribuer le territoire à l'Azerbaïdjan.*
 - *Cette annexion arbitraire garde son caractère illicite d'origine. Elle ne manque pas de rappeler la situation similaire des Etats Baltes par suite du Pacte Ribbentrop/Molotov lors de la seconde guerre mondiale qui a abouti à l'annexion de la Lituanie et qui a souvent été cité pour expliquer que les Etats concernés n'avaient pas disparus lors de l'épisode soviétique.*

61. 15 Mars 1990: [Parlement Européen] Résolution sur la situation en Arménie [Doc. B3-556/90]

(Official Journal of the European Communities, No C 96 dated 17.04.1990, p. 260)

- Le Nagorny Karabakh est administré par l'Azerbaïdjan contre la volonté de la majorité de ses habitants, dont plus de 75% sont arméniens
- La Commission européenne et la conférence des Ministres des Affaires Etrangères doivent demander au gouvernement Soviétique de rechercher une solution pacifique pour les Arméniens du Nagorny Karabakh et dans les autres régions d'Azerbaïdjan.

62. 03 Avril 1990: Loi sur les Sécessions (URSS)

(Code of USSR Laws, Vol. 1, pp. 44-46, 1990, et in Y. G. Barseghov, «Nagorny Karabakh in International Law and World's Politics», Vol. I, Moscow, 2008, doc. No.734, p.686)

- Article 2: La décision d'une République Soviétique de faire sécession de l'URSS est réalisée par la volonté de ladite république exprimée par voie de référendum.
- Article 3: Dans le cas où une République Soviétique dispose de Républiques Autonomes, de Régions Autonomes ou de Territoires Autonomes à l'intérieur de ses frontières, les référendums seront organisés séparément à l'intérieur de ces régions autonomes. Les populations qui résident dans ces régions autonomes auront le droit de décider en toute indépendance de rester soit au sein de l'Union Soviétique, soit dans la république concernée ou de décider de leur propre statut juridique. Le résultat des référendums doivent être pris en compte séparément pour le territoire de la République concernée qui dispose d'une population à composante ethnique majoritaire et qui constitue la majorité de la population dudit territoire de la république.
- *Tournant capital. La loi 3 Avril 1990, dont les deux articles principaux sont rapportés ci-dessus, prévoit la possibilité d'une autodétermination au profit des Républiques Fédérées et des Régions Autonomes.*
- *Cette faculté donnée par une loi interne de l'URSS prévoit une autodétermination par voie de référendum, dont le corps électoral, en ce qui concerne une Région Autonome, est constitué de la population de ladite Région et non de l'ensemble de l'Etat dont dépend la Région.*
- *Le mémorandum de l'Azerbaïdjan²¹⁴ rejette l'utilisation de cette loi par la RNK au seul motif que l'URSS n'a pas eu le temps de la mettre en application. L'argument manque de pertinence: une loi ne peut être invalidée au seul motif que l'URSS a disparue, si la loi était en vigueur et si l'application qui en a été faite a eu lieu avant la disparition de cet Etat et conformément à ses dispositions.*

63. 26 Avril 1990: Loi sur la répartition des pouvoirs entre l'URSS et les sujets de la Fédération.

(Journal of the Supreme Council of the CND and SC of the USSR. 1990, No. 19, p. 329, et in Y. G. Barseghov, «Nagorny Karabakh in International Law and World's Politics», Vol. I, Moscow, 2008, doc. No. 736, p. 687)

²¹⁴ Mémorandum du Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès des Nations Unies au Secrétaire Général, 26 Décembre 2008, document (A/S63/664) (S/2008/823) ;

- Article 1: Les Républiques Autonomes et les Entités Autonomes font partie de l'Union des Républiques sur la base de la libre autodétermination des nations et possèdent tous les pouvoirs souverains sur leurs territoires sauf ceux délégués par eux à la juridiction de l'URSS et aux Républiques de l'Union.
 - Article 3: La délimitation territoriale (...) des Républiques Autonomes et des Régions Autonomes ne peut être modifiée sans leur consentement.
 - Article 6: L'URSS a juridiction exclusive sur la création de nouvelles Républiques Autonomes et Régions Autonomes, l'approbation des modifications territoriales au sein des républiques fédérées, et la résolution des différends entre les Républiques Autonomes, les Entités Autonomes lorsqu'ils sont soumis aux instances de l'URSS.
 - Article 8: sont transférées à la juridiction conjointe de l'URSS et des Républiques Fédérées, la détermination du statut juridique des Républiques Autonomes, des Entités Autonomes, y compris des Unités Nationales d'administration territoriale, et la délimitation des pouvoirs entre l'Union et les Républiques Autonomes et les Entités autonomes, ainsi que la définition des principes généraux d'auto-gouvernance et d'organisation économique;
- *On notera, avec intérêt, que cette loi reconnaît aux Régions Autonomes, qui se sont librement autodéterminées au sein de l'Union, la possibilité de déléguer ou non leurs droits souverains à l'Union ou à la République fédérée.*
 - *Ce n'est plus une délégation dans un sens descendant, mais ascendant. La Région Autonome s'autodétermine et délègue. La modification est majeure dans la reconnaissance par l'Etat central des droits souverains des Régions Autonomes,*

64. 23 Aout 1990: Déclaration d'indépendance de l'Arménie

(Official website of the Government of the RA)

«The Supreme Council of the Armenian Soviet Socialist Republic :

Expressing the united will of the Armenian people;

Aware of its historic responsibility for the destiny of the Armenian people engaged in the realization of the aspirations of all Armenians and the restoration of historical justice;

Proceeding from the principles of the Universal Declaration on Human Rights and the generally recognized norms of international law;

Exercising the right of nations to free self-determination;

Based on the December 1, 1989, joint decision of the Armenian SSR Supreme Council and the Artsakh National Council on the "Reunification of the Armenian SSR and the Mountainous Region of Karabakh;"

Developing the democratic traditions of the independent Republic of Armenia established on May 28, 1918;

Declares :

The beginning of the process of establishing of independent statehood positioning the question of the creation of a democratic society based on the rule of law;

1. The Armenian SSR is renamed the Republic of Armenia (Armenia). The Republic of Armenia shall have its flag, coat of arms, and anthem.
2. The Republic of Armenia is a self-governing state, endowed with the supremacy of state authority, independence, sovereignty, and plenipotentiary power. Only the constitution and laws of the Republic of Armenia are valid for the whole territory of the Republic of Armenia.
3. The bearer of the Armenian statehood is the people of the Republic of Armenia, which exercises the authority directly and through its representative bodies on the basis of the constitution and laws of the Republic of Armenia. The right to speak on behalf of the people of the Republic of Armenia belongs exclusively to the Supreme Council of Armenia.
11. The Republic of Armenia stands in support of the task of achieving international recognition of the 1915 Genocide in Ottoman Turkey and Western Armenia

65. 14 Mars 1991: [Parlement Européen B3-0473/91] Résolution sur l'embargo de l'Arménie et sur la situation des Droits de l'Homme dans la région.

(Official Journal of the European Communities, No C 106 dated 22.04.1991, p. 121)

- La population du Nagorny Karabakh a fait appel aux autorités centrales de l'URSS afin de trouver une solution équitable au conflit qui perdure dans leur région depuis Février 1988.
 - La décision du Soviet Suprême de l'URSS en date du 28 Novembre 1989 d'instaurer l'état d'urgence dans la région a eu pour conséquence de supprimer les autorités légitimes locales.
 - La solution du conflit du Haut Karabakh passe par un référendum permettant aux groupes nationaux d'exercer leur droit à l'autodétermination
- *A l'évidence le décret de détachement du territoire du NKAO et son abrogation consécutive ont aggravé les tensions et créé les conditions du conflit en cours.*
 - *On soulignera que dès l'origine du conflit, le Parlement Européen évoque le référendum d'autodétermination comme solution au conflit.*

66. 16 Mars 1991: [Parlement Européen] Résolution sur la situation en Arménie et en Azerbaïdjan [Résolution remplaçant les résolutions B3-0747, 0754, 0767, 0781, 0795, 0816, 0824 and 0827/91]

(Official Journal of the European Communities, No C 158 dated 17.06.1991, p. 243)

- Le Parlement Européen respectera les décisions qui seront prises en toute indépendance par le peuple de l'Union Soviétique en ce qui concerne son futur, l'état de ses relations et la destinée de l'Union.
 - Les violences commises par les forces armées soviétiques et par les forces azerbaïdjanaises à l'encontre des populations du Haut Karabakh et de l'Arménie sont dénoncées.
 - Le Parlement Européen appelle les autorités centrales à éviter toute mesure d'intimidation et ne pas mettre en œuvre des mesures d'obstruction au référendum prévu qui décidera de l'avenir de l'Arménie.
- *C'est le début de l'internationalisation du conflit qui reste néanmoins dans un cadre régional (européen). A ce stade, l'URSS n'est pas encore démantelée.*

67. 30 Aout 1991: [Bakou] Déclaration du Conseil Suprême de la République d'Azerbaïdjan

(Bakinskiy rabochiy news., 3 September 1991 et in Y. G. Barseghov, «Nagorny Karabakh in International Law and World's Politics», Vol. I, Moscow, 2008, doc. No. 740, p. 701)

- La République d'Azerbaïdjan a existé comme Etat indépendant, reconnue par la Communauté Internationale, de 1918 à 1920.
- Le Conseil Suprême de la République d'Azerbaïdjan proclame la restauration de l'indépendance de la République d'Azerbaïdjan.
- *Il s'agit de la déclaration d'indépendance par l'autorité représentative de la RSS d'Azerbaïdjan.*
- *On notera que la déclaration entend 'restaurer' la République d'Azerbaïdjan telle qu'elle existait avant l'invasion soviétique de 1920;*
- *La SDN n'a pas reconnu la République de 1918 contrairement à l'assertion faite.*

68. 2 Septembre 1991: Déclaration d'indépendance de la République du Nagorny Karabakh ("RNK")

(Official website of the Ministry of Foreign Affairs of NKR)

- La déclaration qui précède la proclamation d'indépendance (v. infra) est faite par les Conseils Régionaux de l'Oblast (NKAO) et d'un autre district (Shahoumian).
- Elle constate la 'restauration' de l'indépendance de la République d'Azerbaïdjan dans sa configuration de 1918-1920.
- Elle vise la loi sur les Sécessions de l'URSS, loi du 2 avril 1990, qui prévoit la possibilité pour les Régions Autonomes de procéder à une autodétermination et de définir librement un statut juridique en dehors de la République Soviétique dont elle dépend
- Elle déclare l'indépendance de la Région Autonome et du district contiguë du Shahoumian (v. cartes en annexe)
- *Cette déclaration est faite par les organes représentatifs de la Région Autonome et du district;*
- *Elle porte uniquement sur l'assise territoriale de l'Oblast (Région Autonome) et du district de Shaboumian qui lui est contiguë. (v. à cet égard la carte à l'annexe 5),*
- *Elle vise:*
 - *nommément la loi sur les sécessions de 1990 qui prévoit expressément une telle possibilité.*
 - *la déclaration de 'restauration' de l'Azerbaïdjan de 1918*
- *Elle revendique l'indépendance de la Région Autonome et d'un district; cette restriction, concevable dans le contexte, induit une difficulté pour la partie arménienne dans la négociation en cours, en particulier sur la question des territoires occupés. Elle ne peut que réduire sa marge de manoeuvre.*

69. 18 Octobre 1991: Loi constitutionnelle sur l'indépendance de la République d'Azerbaïdjan

(Official website of «Azerbaijan» portal)

- Article 1 : Référence est faite à (i) l'intervention de la 11^e Armée Russe en Azerbaïdjan les 27-28 avril 1920, (ii) l'occupation du territoire de la république par la Russie, (iii) le renversement de la République démocratique d'Azerbaïdjan en 1920 comme sujet de droit international, et l'occupation Russe qui en a résultée.
 - Article 2 : La République d'Azerbaïdjan est l'héritière de la République d'Azerbaïdjan qui a existé du 28 Mai 1918 jusqu'au 28 avril 1920
 - Article 3 : Les accords de fondation de l'URSS du 30 décembre 1922 sont caducs depuis la date de signature dudit document.
 - Article 4 : Les dispositions constitutionnelles de la République d'Azerbaïdjan de 1978 qui ne sont pas contradictoires avec les présentes dispositions constitutionnelles resteront en vigueur. Toutes les dispositions législatives qui étaient effectives avant la restauration de l'indépendance de la République d'Azerbaïdjan ne peuvent contredire la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République d'Azerbaïdjan ni changer la structure étatique effective de la République. Les lois de l'URSS demeurent inchangées en attendant l'adoption des lois qui seront votées par le Parlement de la République.
 - Article 14 : Le territoire de la république d'Azerbaïdjan est indivisible en parties. La République d'Azerbaïdjan ne transfère pas partie de son territoire à des tiers et les frontières de la République sont déterminées par décision du Parlement de la République d'Azerbaïdjan par suite d'un référendum et l'accord du peuple.(...)
- *La décision de 'restaurer' la République d'Azerbaïdjan telle qu'elle existait avant 1920 est très surprenante. Elle vise à neutraliser les effets des accords intervenus entre les gouvernements lors de la prise de pouvoir soviétique attribuant les territoires controversés à l'Arménie et qui ont fait l'objet d'une décision politique opportuniste suivi de l'annexion arbitraire de 1923. (épisodes relatés dans les points 30 à 37 ci-dessus).*
 - *L'objectif poursuivi consiste à donner corps aux 'accords provisoires' intervenus auparavant lors de la Conférence pour la Paix sous l'égide des Puissances Alliées, avec la difficulté corrélative de ne pouvoir se prévaloir d'un accord effectif, les accords de 1919 (i) avaient un caractère 'provisoire', (ii) ne concernaient que la mise en place d'une administration et le maintien de l'ordre, (iii) portaient sur une partie seulement des territoires controversés, l'autre partie étant laissée à l'administration autonome par la partie arménienne.*
 - *Elle a pour effet sous jacent de laisser ouverte la question des frontières dites de l'Est que nous avons relevé dans la 'première période critique' (v.supra).*
 - *Enfin, elle ne peut que confirmer le caractère 'inachevé' du processus d'autodétermination qui avait cours au moment de l'invasion soviétique.*
 - *L'affirmation selon laquelle la république de 1918 était reconnue comme sujet de droit international est contredite par les conclusions de la SDN.*

70. 10 décembre 1991: Référendum d'autodétermination de la Région Autonome du Nagorny Karabakh

(Pierre d'Esperonnat, "Haut Karabakh, Elections et Démocratie", ed. Sigest, Paris, 2015, p. 125),

- *La consultation, qui suit la proclamation d'indépendance et l'Acte Constitutionnel, recueille la majorité écrasante des votants et a lieu en présence d'observateurs*

indépendants qui ne relèvent aucune irrégularité. Elle est antérieure à la dissolution de l'URSS (26 Décembre 1991);

- *Le nombre de votants en faveur de l'indépendance est largement supérieur à la majorité absolue des inscrits de la Région Autonome;*

71. 6 Janvier 1992: Proclamation de l'indépendance de la République du Nagorny Karabakh

(Official website of the President of NKR)

- La proclamation suit l'annonce des résultats du référendum et entérine les principes énoncés par la déclaration d'indépendance.
- Elle fait référence à l'exercice d'auto gouvernance que le Nagornry Karabakh a expérimenté durant la période de 1918-1920

72. 13 Février 1992: [Parlement Européen] Résolution sur l'aide au Nagorny Karabakh [B3-0155/92]

(Official Journal of the European Communities, No C 67 dated 16.03.1992, p. 145)

- La résolution
 - o fait état de l'embargo et des agressions subies par le Nagorny Karabakh durant les trois dernières années et de l'appel à l'aide exprimée par les autorités démocratiquement élues du Nagorny Karabakh auprès des instances de l'UE, des Nations Unies, du CIS et de l'OSCE,
 - o décide d'envoyer une délégation du Parlement afin d'évaluer la situation et de faire des propositions aux instances internationales.
- Le Parlement Européen donne délégation au Conseil des ministres et à la Commission de l'Union Européenne afin d'intervenir auprès des instances des Nations Unies afin que le Conseil de Sécurité intervienne pour prendre les mesures appropriées.

73. 21 Janvier 1993: [Parlement Européen B3-0049/93] Résolution sur l'Arménie

(Official Journal of the European Communities, No C 42 dated 15.02.1993, p.165)

- La résolution reconnaît les efforts déployés par l'OSCE pour trouver une solution négociée entre les autorités de l'Azerbaïdjan et du Nagorny Karabakh et soutient pleinement le processus de paix initié sous l'égide de l'OSCE.
- L'OSCE fait des efforts pour restaurer la Paix en mettant en place les bases d'un règlement négocié entre les autorités de l'Azerbaïdjan et celles du Nagorny Karabakh.
- *Le conflit garde encore son caractère régional. Néanmoins on constate un début d'internationalisation. Cette internationalisation prendra corps lors de la saisine du Conseil de Sécurité.*
- *A ce stade, les autorités de Nagorny Karabakh sont encore citées comme parties prenantes du conflit, et l'OSCE est confirmée dans son rôle d'instance régionale chargée de trouver une issue pacifique au conflit au nom de la Communauté internationale.*

74. 30 Avril 1993: Conseil de Sécurité des Nations Unies (“CS”) Résolution 822 (1993)

(Official website of the UN)

- le CS exprime son inquiétude suite à l’occupation d’un district de l’Azerbaïdjan par les forces arméniennes (district de Kelbajar) et réaffirme la nécessité de respecter la souveraineté, l’intégrité territoriale des Etats, l’inviolabilité des frontières et l’interdiction de l’utilisation de la force
 - Le CS demande le retrait des forces d’occupation du district de Kelbajar et des territoires de l’Azerbaïdjan récemment occupés.
- *Le conflit est désormais internationalisé*
 - *La référence à l’intégrité territoriale par le Conseil de Sécurité n’est pas surprenante, s’agissant d’un membre des Nations Unies dont une partie du territoire est occupé.*
 - *La demande de retrait ne concerne que les territoires en dehors de la Région Autonome (Oblast), cette dernière n’étant pas considérée comme territoire dit occupé comme on le verra par la suite;*

75. 29 Juillet 1993: Conseil de Sécurité des Nations Unies, Résolution 853 (1993)

(Official website of the UN)

- La résolution est prise à la suite de l’occupation d’une nouvelle région (“Agdam”) par les forces arméniennes (pour mémoire, au cessez le feu en 1994, 7 districts de l’Azerbaïdjan resteront occupés par les forces arméniennes),
 - Elle énonce quatre points:
 - o le respect de la souveraineté et de l’intégrité territoriale des Etats,
 - o le retrait des forces d’occupation de la région d’Agdam et de tous les territoires occupés récemment,
 - o le soutien aux propositions et aux efforts déployés par le Groupe de Minsk,
 - o la demande au gouvernement d’Arménie d’exercer son influence sur la RNK, qui constitue une région de l’Azerbaïdjan, pour assurer l’application des résolutions du CS et l’acceptation des propositions du Groupe de Minsk,
- *On notera avec intérêt la référence faite aux propositions et au soutien aux initiatives déployées par le Groupe de Minsk. La volonté n’est pas encore clairement affichée mais la référence préfigure l’intention d’installer la résolution du conflit dans un cadre régional, par l’intermédiaire de l’OSCE.*
 - *On notera également la distinction qui est faite entre l’Arménie qui doit user de son influence auprès de l’entité locale.*

76. 14 Octobre 1993: Conseil de Sécurité des Nations Unies, Résolution 874 (1993)

(Official website of the UN)

- La résolution est prise à la suite de violations du cessez le feu; elle reprend les directives énoncées ci-dessus dans la résolution précédente (Res 853):
 - o respect de la souveraineté et de l’intégrité territoriale,
 - o retrait des forces des territoires occupés,
 - o nécessité de résoudre le conflit par des voies pacifiques dans le cadre du processus initié par le Groupe de Minsk,

- maintien du cessez le feu qui a été rendu possible à la suite des contacts directs intervenus entre belligérants.
- *Le processus de négociation pacifique démarre avec cette résolution qui donne le cadre des discussions.*
- *Le règlement du conflit est confié à une instance régionale. Le groupe de Minsk est consolidé dans son rôle.*

77. 12 Novembre 1993: Conseil de Sécurité des Nations Unies, Résolution 884 (1993)

(Official website of the UN)

- La teneur des résolutions précédentes est réaffirmée (résolutions 822 (1993), 853 (1993) and 874 (1993).
- Le Conseil de Sécurité apporte son soutien au processus de règlement pacifique du conflit initié sous l'égide de l'OSCE.
- Demande à l'Arménie de s'assurer que les forces en présence ne reçoivent pas de nouveaux moyens militaires qui leur permettraient d'étendre leur campagne militaire
- Réclame le retrait des territoires occupés (il s'agit des 7 districts entourant la Région Autonome)
- *La logique du CS n'est pas modifiée. On notera plusieurs constantes:*
 - *le retrait des territoires qualifiés de territoires 'occupés' (il s'agit des 7 districts entourant la Région Autonome)*
 - *la gestion du conflit confiée à une organisation régionale*
 - *du point de vue de l'internationalisation du conflit, les bases énoncées par le Conseil de Sécurité demeurent les mêmes, la teneur des résolutions précédentes est confirmée.*

78. 10 Février 1994: [Parlement Européen] Résolution sur le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan [B3-0181, 0186, 0188, 0197 and 0204/94]

(Official Journal of the European Communities, No C 61 dated 28.02.1994, p. 171)

- La résolution constate que les propositions faites par l'OSCE n'ont pu aboutir, en raison de leur rejet par l'Azerbaïdjan,
- Le Parlement s'inquiète de l'internationalisation du conflit et appelle les parties à respecter les résolutions des Nations Unies

79. 5 Mai 1994: Protocole de Bishkek

(Personal website of V.N. Kazimirov)

- Appel pour un Cessez le feu qui entrera en vigueur dans la nuit du 8 au 9 Mai 1994 sur la base du Protocole conclu le 18 février 1994 (y compris la partie concernant la mise en place d'observateurs) et qui devrait être consolidé par un accord écrit stipulant un

mécanisme d'arrêt des hostilités et de retrait des troupes des territoires occupés et de non reprise des hostilités

80. 9-11 Mai 1994: Accord de cessez-le feu

(Personal website of V.N. Kazimirov)

- Accord de cessez le feu entre les ministres de la défense d'Azerbaïdjan, d'Arménie et du Nagorny Karabakh, comprenant également les limites de retrait des troupes et la mise en place d'observateurs indépendants

81. 23 Mars 1995: [Budapest] Mandat des co-présidents de la Conférence sur le Nagorny Karabakh sous les auspices de l' OSCE

(Official website of the OSCE)

- Il s'agit du mandat confié aux co-présidents du Groupe de Minsk par la Conférence de l'OSCE sur le conflit, à savoir:
 - o la recherche d'une solution au conflit par des moyens pacifiques, en facilitant les négociations en vue d'un règlement définitif,
 - o les co-présidents agissent ensemble, à parité égale, en toute impartialité vis à vis des parties pour la conclusion d'un règlement politique au conflit.
- *L'obligation de négocier et la recherche d'une solution pacifique est au coeur de la démarche internationale sur le Nagorny Karabakh et se différencie en ce sens d'autres déclarations unilatérales d'indépendance. Cette démarche induit la reconnaissance par les Etats d'une spécificité au conflit.*

82. 2-3 Décembre 1996:[Lisbonne] Annexe au document de Lisbonne de 1996: Déclaration des co-présidents :

(Official website of the OSCE)

- Trois principes qui doivent faire partie du règlement négocié du conflit du Nagorny Karabakh font l'objet d'une recommandation des co-présidents du Groupe de Minsk:
 - o Respect de l'intégrité territoriale de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan,
 - o Détermination d'un statut juridique du Nagorny Karabakh dans le cadre d'un accord basé sur le principe d'autodétermination qui confère au Nagorny Karabakh un degré élevé d'auto-gouvernance au sein de l'Azerbaïdjan,
 - o Des garanties de sécurité pour le Nagorny Karabakh et sa population, y compris des obligations mutuelles pour assurer le respect par toutes les Parties des dispositions du règlement du conflit.
- *Il s'agit de la première architecture d'un règlement négocié proposé par l'OSCE, qui énonce à la fois le respect de l'intégrité territoriale et le principe d'autodétermination. La nuance réside dans la portée accordée à l'autodétermination qui ne va pas au-delà de*

l'autonomie élargie, puisque celle-ci est confinée à l'intérieur du territoire de l'Azerbaïdjan.

- *Les mémorandum de l'Azerbaïdjan remis aux Nations Unies (v.annexes bibliographiques) feront état de cette délimitation de l'autodétermination comme devant être le cadre maximal de la négociation.*

83. 13 Avril 2005 : [Londres] Déclaration des co-Présidents du Groupe de Minsk (OSCE)

(Official website of the OSCE)

- Elle fait référence aux accords intervenus en vue de renforcer le cessez-le-feu sur la ligne de contact, les co-présidents demandent aux Parties de préparer leur population respective à une solution négociée et à un compromis.

84. 10 décembre 2006: Référendum sur l'adoption de la Constitution de la RNK

(Pierre d'Esperonnat, "*Haut Karabakh, Elections et Démocratie*", ed. Sigest, Paris, 2015, p. 129)

- *La constitution est adoptée par une majorité des votants et des inscrits; le vote a lieu en présence d'observateurs indépendants;*
- *La constitution instaure un régime semi-présidentiel, avec élection du président au suffrage universel, avec des pouvoirs substantiels conférés à l'assemblée nationale;*

85. 11 Décembre 2006 : [Moscou, Paris, Washington] Déclaration des co-Présidents du Groupe de Minsk (OSCE) sur le référendum du 10 décembre 2006 au Nagorny Karabakh

(Official website of the OSCE)

- Le référendum sur la constitution est rejeté et les co-Présidents déclarent qu'aucun membre de la Communauté internationale, y compris les Etats des co-Présidents du Groupe de Minsk ne reconnaît le Nagorny Karabakh comme un Etat indépendant.
- Le statut juridique futur du Nagorny Karabakh résultera des négociations politiques entre les parties dans le cadre du processus enclenché par le Groupe de Minsk.
- *Les attributs de souveraineté de la RNK (choisir sa constitution comme un Etat indépendant), édictés en dehors d'un règlement négocié, constituent une ligne rouge que le Groupe de Minsk n'entend pas entériner.*
- *Cette position ne peut surprendre. En son absence, elle équivaldrait à reconnaître une situation qui n'emporte pas l'adhésion de toutes les parties au conflit.*

86. 29 Novembre 2007: [Madrid] Déclaration des co-Présidents du Groupe de Minsk (OSCE)

(Official website of the OSCE)

- Un ensemble de 'Principes de Base' pour une solution pacifique du conflit du Nagorny Karabakh est présenté aux ministres des affaires étrangères d'Arménie et d'Azerbaïdjan.
- Ces Principes (sous forme de "Package" dans la dénomination anglaise) ne sont pas publiés.

- *Il s'agit d'une nouvelle architecture (la deuxième) des bases de négociation présentées au Parties et non publiées à ce stade. Ces principes sont désormais connus sous la dénomination "Principes de Bases" dits de Madrid, et seront reproduits dans la déclaration dite de l'Aquila de juillet 2009 qui suivra.*

87. 14 mars 2008: Procès-verbal des débats autour de la résolution unilatérale présentée à l'Assemblée Générale des Nations Unies par la République d'Azerbaïdjan: Résolution A/RES/62/243

(Official website of the UN)

- il s'agit des débats qui ont eu lieu avant l'adoption de la résolution qui suit A/RES/62/243 et fait état des divergences d'appréciation entre les participants à l'Assemblée:
 - la position Azerbaïdjanaise fait référence
 - à la présence historique des Azéris sur le territoire de la RNK,
 - aux exactions arméniennes à l'encontre des populations Azéries,
 - aux trois principes énoncés par l'OSCE à Lisbonne en 1996 sur lesquels le règlement doit reposer : le respect de l'intégrité territoriale de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan; l'octroi du plus haut degré d'autonomie à la région du Haut-Karabakh à l'intérieur de l'Azerbaïdjan; la garantie de sécurité pour la région et l'ensemble de ses habitants.
 - La position Slovène, qui exprime la position commune de l'Union Européenne, demande à l'Assemblée de maintenir le processus de négociation entamée sous l'égide de l'OSCE et de laisser au Groupe de Minsk la direction du processus de règlement
 - La position des Etats Unis qui exprime la position commune des co-présidents du Groupe de Minsk, fait état des principes dits de Madrid - référence étant faite à la fois au respect de l'intégrité territoriale, à l'autodétermination et au règlement pacifique - insiste sur le fait que l'ensemble de ces principes sont à prendre "comme un tout", dénonce et refuse de voter la résolution présentée par la partie azerbaïdjanaise qui ne prend en compte qu'une partie de ces principes (les principes de l'égalité des peuples et l'autodétermination n'étant pas mentionnés) et non l'ensemble, tout en réaffirmant la non reconnaissance de la RNK, la préservation de l'intégrité territoriale et la nécessité d'un compromis négocié entre les Parties. Cette position est énoncée avec l'accord des co-présidents du Groupe de Minsk.
 - La Partie Arménienne se réfère aux principes de Madrid, en particulier à son préambule qui fait référence aux droits des peuples à disposer d'eux-mêmes et à l'égalité entre eux;
- *Cette initiative ressemble beaucoup à une réponse à la présentation des 'principes de base' à Madrid.*
- *La référence à des données historiques – désuètes – ne peut se comprendre que si l'on rapproche la revendication avec l'assise territoriale cédée lors du Traité de Golestan en 1813.*
- *Le débat a pour intérêt de fixer les points de cristallisation des divergences qui tournent principalement:*
 - *sur la référence ou non au principe d'égalité des peuples et à leur droit de disposer d'eux mêmes,*

- *sur la nécessité de prendre l'ensemble des principes dits de Madrid comme un "tout" ("package deal"),*
- *Les points de convergence sont*
 - *le respect de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan,*
 - *la non reconnaissance de l'indépendance de la RNK,*
 - *l'autonomie administrative selon un degré plus ou moins élevé.*
- *La divergence avec la position arménienne réside dans la portée de la mise en place du principe d'autodétermination, qui aboutirait à l'indépendance ou qui garderait la RNK au sein de l'Azerbaïdjan avec une autonomie plus ou moins élargie.*
- *La direction du processus de règlement du conflit sous l'égide de l'OSCE demeure un point d'ancrage pour beaucoup (Chine, Allemagne, plus de 100 Etats),*

88. 14 Mars 2008: Résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies A/RES/62/243

(Official website of the UN)

- La résolution de l'Assemblée Générale, présentée unilatéralement par l'Azerbaïdjan:
 - Affirme qu'elle continue de respecter et de soutenir la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République d'Azerbaïdjan à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues;
 - Exige le retrait immédiat, complet et inconditionnel de toutes les forces arméniennes des territoires occupés de la République d'Azerbaïdjan;
 - Réaffirme le droit inaliénable de la population qui a été expulsée des territoires occupés à retourner chez elle, et souligne qu'il est nécessaire de créer les conditions propices à son retour.
 - Considère qu'il faut assurer aux communautés Arménienne et Azerbaïdjanaise de la région du Haut-Karabakh des conditions de vie normales, sûres et égales, afin de permettre à cette région de se doter d'un véritable système démocratique d'administration autonome au sein de la République;
 - Réaffirme qu'aucun Etat ne doit reconnaître comme licite la situation créée par l'occupation de territoires, ni prêter aide ou assistance pour perpétuer la situation ainsi créée;
 - Déclare soutenir les efforts de médiation déployés au niveau international, notamment par les coprésidents du Groupe de Minsk de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, en vue d'un règlement pacifique du conflit conformément aux normes et aux principes du droit international,
- *Cette résolution, adoptée avec une centaine d'abstentions et le vote négatif des principaux Etats du Groupe de Minsk (USA, Russie, France), est une initiative unilatérale azerbaïdjanaise; elle résume six principes qui constituent, aux yeux d'une minorité de l'assemblée (37 Etats) une feuille de route pour la solution du conflit.*
- *La résolution reflète néanmoins (i) l'expectative de la grande majorité des Etats (100 abstentions), (ii) la position fortement négative des principaux Etats qui co-président le Groupe de Minsk (Russie, USA et France);*
- *On retiendra, pour le décodage, les points suivants:*
 - *Si la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan sont réaffirmées, le retrait exigé ne concerne que les territoires occupés. Ceux-ci doivent être compris comme les territoires situés en dehors de l' "Oblast".*

- *La solution préconisée fait référence à la mise en place d'un 'véritable système démocratique d'administration autonome' susceptible d'assurer 'des conditions de vie normale' aux deux communautés': la sécession est écartée, et la solution proposée est similaire à celle préconisée dans l'affaire du Québec;*
- *Aucune agression n'est relevée (l'Arménie n'est pas considérée comme Etat agresseur), mais une allusion indirecte est faite par une demande aux Etats de s'abstenir de perpétuer la situation. Le vote mitigé explique probablement le contenu du rapport de 2009 qui fait de l'agression la pierre angulaire de l'argumentation juridique.*
- *Le règlement pacifique, après une étape internationale par la saisine du Conseil de Sécurité (résolutions du Conseil de Sécurité de 1993, v.supra)) continue à être délégué à l'OSCE, qui est confirmée une nouvelle fois dans son rôle.*
- *On notera la contradiction entre la position du Groupe de Minsk qui refuse de voter la résolution car ne prenant pas en compte les propositions faites par l'OSCE sous le vocable des principes de Madrid et la résolution de l'Assemblée qui délègue la résolution du conflit aux présidents du Groupe de Minsk;*

89. 2 Novembre 2008: Déclaration de la République d'Azerbaïdjan, de la République d'Arménie et de la Fédération de Russie,

(Moscou, Château Mayendorf, 2 novembre 2008 (annexe à la lettre du 19 Novembre 2008), document transmis au Secrétaire général des Nations Unies, 11 Novembre 2008, S/2008/702)

- La déclaration apporte son soutien au processus engagé sous l'égide de l'OSCE (Groupe de Minsk), et appelle à la poursuite des efforts de médiation compte tenu des résultats atteints lors de la réunion de Madrid ;
- *Il est significatif de constater que les deux Etats (Arménie et Azerbaïdjan) convergent vers les principes dits de « Madrid », dont la teneur principale que l'on découvrira plus tard(v. infra) acte un 'statut futur' sans en déterminer le calendrier ni les contours, ainsi qu'un rattachement à l'Arménie par un corridor dont la configuration reste indéterminée.*
- *Il est utile de souligner, dès à présent, car cela explique le blocage, que cette convergence, hors participation directe du principal intéressé (la RNK), ne reprend pas les principales contestations arméniennes résultant du découpage arbitraire de 1923 qui vont se révéler au fur et à mesure des négociations, ni la principale revendication pour la mise en place d'un véritable statut définitif hors la souveraineté de l'Azerbaïdjan (absence de calendrier).*

90. 10 Juillet 2009: [L'Aquila] Déclaration des co-Présidents du Groupe de Minsk (OSCE)

(Official website of the OSCE)

- Les 'Principes de Base' pour un futur règlement de Paix sont basés sur l'Acte Final d'Helsinki, notamment la non utilisation ou la menace d'utilisation de la force, l'intégrité territoriale, l'égalité des droits et l'autodétermination des peuples.
- Les éléments des 'Principes de Base' sont résumés comme suit:

- Retour des territoires entourant le Nagorny Karabakh sous le contrôle de l'Azerbaïdjan;
 - Statut intérimaire pour le Nagorny Karabakh garantissant sa sécurité et une administration autonome;
 - Un corridor liant l'Arménie au Nagorny Karabakh;
 - Détermination du statut définitif par l'expression de la volonté de la population
 - Droit au retour pour les personnes déplacées;
 - Garanties internationales de sécurité qui incluent une opération de maintien de la Paix.
- *Les 'principes de base' sont désormais connus, ils vont au-delà des contours énoncés à Lisbonne: le territoire de l'Oblast est confirmé dans son statut de territoire dit non occupé; il en résulte que les co-présidents continuent à considérer les territoires en dehors de l'Oblast comme occupés. Le rattachement à l'Arménie est confirmé sous forme de corridor. Un statut intérimaire d'administration autonome est confirmé. La possibilité d'un statut futur est mentionnée sans indication de calendrier, ni de définition de la base électorale.*
 - *Les énonciations ci-dessus sont néanmoins proches des démarches parallèles qui voient le jour pour le Kosovo: le territoire controversé n'est pas désarmé, il sort de facto du cadre de la souveraineté de l'Etat, le statu quo (statut intérimaire avec administration autonome provisoire) interdit le retour au statu quo ante sauf à déclencher de nouveau des hostilités.*

91. 01 Décembre 2009: [Athènes] Déclaration conjointe des chefs de délégation du groupe de Minsk (OSCE) et des ministres des affaires étrangères d'Azerbaïdjan et d'Arménie.

(Official website of the OSCE)

- Les "Principes de base" de Madrid demeurent le cadre des discussions
- Un accord doit être trouvé sur la base des principes énoncés par l'Acte final d'Helsinki, notamment ceux relatifs à la non utilisation de la force, à l'intégrité territoriale, à l'égalité des droits et à l'autodétermination des peuples.

92. 26 Juin 2010: [Muskoka] Déclaration des co-Présidents du Groupe de Minsk (OSCE)

(Official website of the OSCE)

- Les représentants d'Arménie et d'Azerbaïdjan reconnaissent que l'Acte Final d'Helsinki et les éléments énoncés dans la déclaration de l'Aquila en 2009 constituent le fondement pour un règlement définitif du conflit, à savoir : le retour des territoires occupés entourant le Nagorny Karabakh, un statut intérimaire pour le Nagorny Karabakh garantissant sa sécurité et une administration autonome, un corridor liant le Nagorny Karabakh à l'Arménie, le statut final du Nagorny Karabakh qui sera déterminé par une expression juridiquement contraignante de volonté, le droit au retour pour les populations déplacées et les réfugiés, des garanties internationales de sécurité, y compris une force de maintien de la Paix.

- *Muskoka réaffirme les contours définis à l'Aquila. Désormais l'Aquila et Muskoka vont devenir les bases régulièrement réaffirmées par le Groupe de Minsk pour un règlement négocié.*

93. 17 Juillet 2010: [Almaty] Déclaration conjointe des chefs de délégation des co-Présidents du Groupe de Minsk (OSCE)

(Official website of the OSCE)

- Le règlement pacifique du conflit du Nagorny Karabakh doit être basé sur les principes énoncés par l'Acte Final d'Helsinki, plus particulièrement ceux relatifs à la non utilisation de la Force, à l'intégrité territoriale des Etats, à l'égalité des droits et à l'autodétermination des peuples.
- Les éléments mentionnés dans la déclaration de l'Aquila en 2009 et répétés à Muskoka en 2010 forment un tout et doivent constituer la base d'un règlement comme un ensemble indivisible;
- *On retiendra, au-delà de la réaffirmation des Principes de Base, le lien indissociable effectué entre les différents principes énoncés à l'Aquila en 2009, déjà évoqué par les Etats Unis exprimant la position du Groupe de Minsk lors des débats sur la résolution unilatérale présentée par l'Azerbaïdjan (v. ci-dessus); il s'agit selon le jargon anglais d'un "package deal" où chaque élément est lié à l'autre.*
- *En instituant un tel lien indissociable, les notions d'intégrité territoriale et d'autodétermination sont ipso facto mises au même rang, l'une ne pouvant prévaloir sur l'autre.*
- *Cette absence de hiérarchie, intrinsèque à un 'package deal' a pour conséquence de laisser le principal intéressé en dehors du processus, la protection de l'intégrité territorial ne pouvant lui être opposée. Mais surtout, de laisser le processus de détermination du statut futur entre les mains de l'Etat, d'où l'importance du calendrier.*

94. 1 Decembre 2010 : [Astana] Déclaration conjointe des chefs de délégation du Groupe de Minsk (OSCE) et des Présidents d'Arménie et d'Azerbaïdjan

(Official website of the OSCE)

- Les Présidents déclarent que le règlement final du conflit du Nagorny Karabakh sera basé sur les principes et normes du droit international, la Charte des Nations, l'Acte final d'Helsinki, et les déclarations faites à L'Aquila en 2009 et à Muskoka en 2010.

95. 26 Mai 2011 : [Deauville] Déclaration conjointe sur le conflit du Nagorny-Karabakh par les co-Présidents du Groupe de Minsk (OSCE) au sommet du G-8:

(Official website of the OSCE)

- les co-Présidents indiquent que la dernière version des Principes de Base, inspirée de l'Acte Final d'Helsinki et reprise dans les déclarations à L'Aquila en 2009 et à Muskoka en 2010, donne la voie à la solution pour résoudre une situation de statu quo inacceptable.

96. 6 Decembre 2011 : [Vilnius] Déclaration conjointe des chefs de délégations des co-Présidents du Groupe de Minsk et des ministres des Affaires étrangères d'Arménie et d'Azerbaïdjan

(Official website of the OSCE)

- Afin de progresser au-delà du statu quo, les parties conviennent de suivre les principes énoncés par la Charte des Nations, l'Acte Final d'Helsinki, et les éléments énoncés dans les déclarations faites à l'Aquila en 2009 et à Muskoka en 2010.
- *La confirmation conjointe énonce le point d'équilibre des négociations sans que le fond du problème soit tranché, c'est à dire le contenu réel de ce qu'il faut comprendre par la détermination du 'statut final' par voie d'autodétermination de la population de la RNK, avec un calendrier précis et une définition précise du corps électoral.*
- *Sous jacente également aux difficultés en cours est la délimitation définitive des frontières, y compris celles de la RNK, c'est à dire la libération de tous les territoires occupés ou de certains d'entre eux.*

97. 19 Juin 2012 : [Los Cabos] Déclaration conjointe des Présidents des Etats Unis, de la Fédération de Russie et de la France sur le conflit au Nagorny Karabakh

(Official website of the OSCE)

- Les co-présidents exhortent les parties à respecter les principes énoncés par l'Acte Final d'Helsinki, plus particulièrement ceux relatifs à la non utilisation de la force, l'intégrité territoriale, et l'égalité des peuples et le droit à l'autodétermination.
- Les principes énoncés à l'Aquila en 2009 et à Muskoka en 2010 doivent constituer la base d'un règlement pacifique

98. 6 Décembre 2012 : [Dublin] Déclaration des chefs de délégation des co-Présidents du Groupe de Minsk (OSCE)

(Official website of the OSCE)

- *Reprise des énonciations faites à Los Cabos in extenso, sans aucune modification. Il y a à l'évidence une fixation sur les principes de base du règlement du conflit qui semblent figer désormais les curseurs de la négociation.*
- *Cette position des médiateurs qui constate finalement l'absence d'accord sur le fond a pour conséquence, (i) de mener les protagonistes vers un règlement négocié, (ii) à laisser passer le temps et à maintenir le statu quo, (iii) à trouver le point d'équilibre entre le respect de l'intégrité territoriale et l'autodétermination qui est l'un des points cruciaux du différend avec celui de la configuration définitive de l'enclave (retour partiel ou intégral des territoires occupés, définition de l'assise territoriale du "corridor" de rattachement);*

99. 18 Juin 2013 : [Enniskillen] Déclaration conjointe des co-Présidents du Groupe de Minsk (OSCE)

(Official website of the OSCE)

- La déclaration réaffirme la nécessité pour les Parties de respecter les principes énoncés par l'Acte final d'Helsinki, plus particulièrement ceux relatifs à la non utilisation de la force, à l'intégrité territoriale, à l'égalité des droits, et au droit des peuples à l'autodétermination.
- La référence aux principes de base de Madrid et d'Aquila n'est pas mentionnée,

100. 12 Mai 2014 : [Moscou, Paris, Washington] Déclaration des co-Présidents du Groupe de Minsk (OSCE)

(Official website of the OSCE)

- Le règlement pacifique du conflit doit être basé sur les principes énoncés par la Charte des Nations Unies, l'Acte final d'Helsinki, ainsi que les autres principes de non utilisation de la force, d'intégrité territoriale, d'égalité des droits et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.
 - La solution au conflit du Nagorny Karabakh devra prendre en considération les éléments suivants: le retour des territoires entourant le Nagorny Karabakh, un statut intérimaire garantissant la sécurité et la gouvernance autonome du Nagorny Karabakh, un corridor de liaison avec l'Arménie, le statut final du Nagorny Karabakh devant être déterminé dans le futur au moyen de l'expression juridiquement contraignante de la volonté des populations, le droit de tous les réfugiés et de toutes personnes déplacées, des garanties internationales de sécurité, y compris une force de maintien de la Paix.
 - Référence est faite aux déclarations énoncées de 2009 à 2013 sans en mentionner le contenu. Néanmoins les éléments rappelés sont similaires
- *Plus détaillée que certaines des déclarations précédentes, on notera la confirmation du rattachement par un corridor, et le statut intérimaire garantissant une gouvernance autonome. Sans remettre en cause l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, cette dernière ne contrôlerait plus la RNK, laquelle bénéficierait d'un statut quasi indépendant. Le détachement de la souveraineté de l'Etat est sous jacent dans la mesure où aucune exigence de désarmement n'est mentionnée ni de statut d'administration internationale. Le statut final résulterait de la volonté 'des populations' sans qu'une définition précise ne soit donnée, ni qu'un calendrier ne soit énoncé.*
 - *Ces imprécisions reflètent à l'évidence l'absence persistante d'accord des protagonistes sur le fond du conflit, à savoir le détachement effectif de la RNK de la souveraineté territoriale de l'Azerbaïdjan.*

101. 12 Novembre 2015: [Vienne] Communiqué de presse des co-Présidents du Groupe de Minsk (OSCE)

(Official website of the OSCE)

- Les Parties sont invitées à prendre les mesures nécessaires en vue d'une solution pacifique au conflit qui dure depuis trop longtemps.

- La solution devra être acceptable par toutes les parties, et en cela le format du Groupe de Minsk a acquis une expérience unique dans la médiation, format que les Parties acceptent.
 - Le Groupe de Minsk est prêt à collaborer avec d'autres organisations internationales, mais tout autre format que le cadre du Groupe de Minsk pour les négociations pourrait remettre en cause les efforts pour la Paix.
- *C'est la première allusion à une collaboration avec une autre organisation internationale. L'affirmation selon laquelle le format du Groupe de Minsk n'est pas remis en question est une indication de la volonté d'une des parties à rechercher un autre format de négociation. Ces tentatives visant à se détacher du format du Groupe de Minsk reflètent les évolutions du rapport de forces sur le plan régional à la lueur des conflits Syrien et Irakien. Elles confirment aussi l'exaspération devant le blocage qui se traduit aussi par des tensions sur la ligne de contact.*
 - *Elles préfigurent les nuances qui apparaîtront lors des événements du 2ème trimestre 2016 quant à la redéfinition d'un 'package deal' vs un règlement 'par étapes', et de certains points des principes de base dénommés 'éléments additionnels' qui pourraient évoluer dans leur contenu.*

102. 3 Décembre 2015: [Belgrade] Déclaration conjointe des délégations des co-Présidents du Groupe de Minsk (OSCE)

(Official website of the OSCE)

- Trois principes sont énoncés:
 - La violence sporadique de plus en plus fréquente sur la ligne de contact rend le statu quo intenable
 - Il n'existe pas de solution militaire au conflit, les Parties doivent réactiver leur dialogue en vue d'un règlement pacifique
 - Le format dit du Groupe de Minsk est le seul format acceptable par les Parties

103. 22 Janvier 2016: [Vienne] Communiqué de presse des co-Présidents du Groupe de Minsk (OSCE)

(Official website of the OSCE)

- Le cadre du Groupe de Minsk comme format des discussions est réaffirmé.
 - Il est également indiqué qu'aucune action ne pourra être entamée pour affaiblir le mandat donné au Groupe de Minsk;
- *La réaffirmation du format des négociations pour une solution pacifique (sous l'égide de l'OSCE) est une réponse aux velléités de l'Azerbaïdjan à vouloir changer le cadre des discussions.*
 - *Il n'en demeure pas moins que l'affirmation régulière du format dénote un signal dans la montée en puissance de la Russie dans la région, corrélativement à l'effacement relatif des deux autres puissances qui co-président le groupe de négociateurs.*

104. 5 Avril 2016: [Vienne] Communiqué de presse des co-Présidents du Groupe de Minsk (OSCE)

(Official website of the OSCE)

- La déclaration intervient lors de la résurgence du conflit qui va durer 4 jours
 - Le Groupe de Minsk considère que la solution militaire est inacceptable et invite les Parties concernées à entamer rapidement des discussions.
 - Les co-Présidents ont l'intention de mener des consultations directes avec chaque Partie concernée.
- *La nuance est mince, mais évidente: la déclaration entérine la possibilité pour chaque membre du Groupe de Minsk d'entamer des discussions en direct, ce qui, dans le langage diplomatique indique que la Russie, puissance proche géographiquement mènera des discussions en direct pour avancer dans la négociation. Le cadre de l'OSCE n'est cependant pas écarté.*

105. 3 Juin 2016: [Paris] Communiqué de presse des co-Présidents du groupe de Minsk (OSCE)

(Official website of the OSCE)

- Les co-Présidents réaffirment la nécessité d'une solution pacifique au conflit et constatent l'accord des deux Etats concernés pour reprendre les discussions de paix.
- *Il s'agit d'une nouvelle étape des discussions diplomatiques. Celles-ci voient cependant, pour la première fois, la prééminence de la Russie dans le processus de négociation dans la mesure où le dernier cessez-le-feu a été négocié sous son égide.*
 - *La RNK n'est toujours pas partie à l'accord, cette dernière étant considérée représentée par l'Arménie*
 - *Des sources non-officielles affirment que l'idée d'un 'package deal' serait abandonnée au profit d'un règlement 'par étapes'. Aucune déclaration ou document ne vient corroborer cette affirmation. Cependant, transparait à travers les déclarations non coordonnées des co-présidents du Groupe de Minsk les dissensions entre les deux principales puissances (Russie et Etats Unis) en reflet des tensions régionales en cours autour des conflits Syrien et Irakien sur fond de tentative d'autonomie du Kurdistan et de remise en cause du Traité de Lausanne.*

106. 8 décembre 2016: (Hambourg), Déclaration conjointe des chefs de délégation des Etats co-présidents du Groupe de Minsk (OSCE)

- Il s'agit de la toute dernière déclaration des co-présidents qui réitèrent leurs engagements pour un règlement pacifique du conflit.
- On notera dans la déclaration
 - la prise en compte des atrocités commises lors de l'escalade du mois d'avril 2016 sans mention de la partie responsable,
 - la conviction qu'il n'existe pas de solution militaire au conflit,
 - l'appel aux Parties concernées pour le respect des accords intervenus à Vienne

(16 mai) et St Petersburg (20 juin), avec la nécessité de mettre en place un mécanisme d'investigation sous l'égide de l'OSCE.

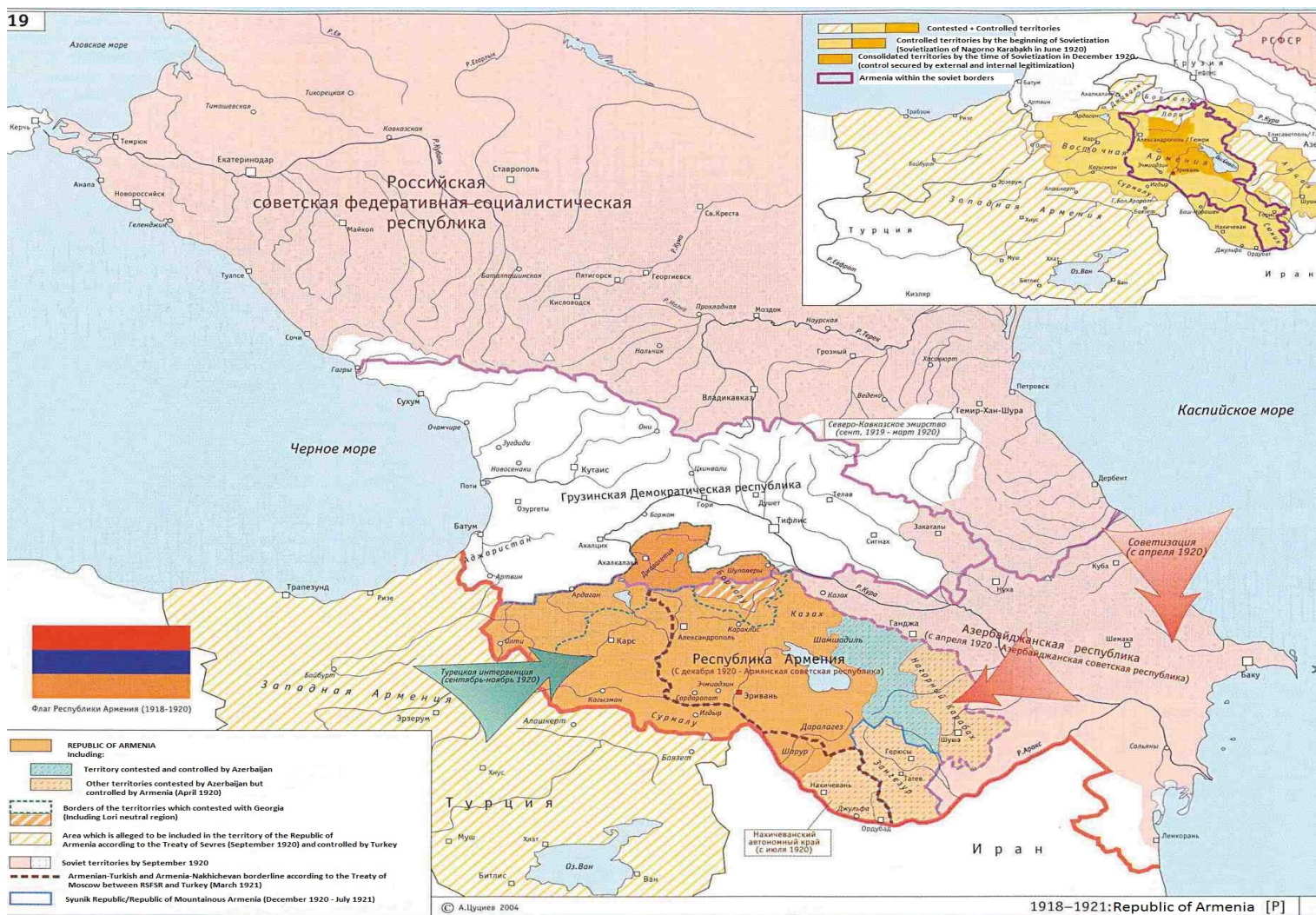
- Les principes de règlement du conflit sont rappelés,
 - o En application des accords d'Helsinki (non utilisation de la force, intégrité territoriale et autodétermination),
 - o Selon les 'éléments additionnels' (sic) proposés par les co-présidents du Groupe de Minsk : retour des territoires entourant le Nagorno-Karabakh à l'Azerbaïdjan, un 'statut intérimaire' pour le Nagorny Karabakh assorti de garantie d'auto-gouvernance et de sécurité, un 'corridor' de rattachement à l'Arménie, la détermination d'un 'statut futur' pour le Nagorny Karabakh par une 'expression contraignante' de volonté, le retour des personnes déplacées, et des garanties de sécurité, y compris des forces de maintien de la Paix.
- *L'épisode d'Avril 2016 semble se refermer avec cette dernière déclaration. Le curseur de la solution se repositionne sur les principes de base dits de Madrid.*
- *L'Acte final d'Helsinki sert toujours comme base d'un accord auquel on ajouterait des 'éléments additionnels' proposés par les co-présidents. La nuance par rapport aux déclarations précédentes est mince mais mérite d'être soulignée : les éléments particuliers relatifs au 'corridor' de rattachement, au statut intérimaire, ainsi que les modalités pour un statut futur sont présentés comme des propositions des co-présidents : ils n'auraient pas de filiation directe avec les textes internationaux.*
- *La non-référence au 'package deal' et le fait que des éléments des principes de base constituent des propositions formulées par les co-présidents ouvrent la possibilité d'un étalement des étapes dans le temps, éventuellement à une évolution du contenu des propositions et des priorités.*

Février 2017

Annexe 1

Carte des possessions effectives à la veille de l'invasion soviétique (1920)

Les offensives, soviétique à l'est et turque à l'ouest vont aboutir à l'assise territoriale de l'encadré à droite ; la Région autonome sera progressivement détachée à compter de l'annexion de 1923 et la continuité territoriale avec l'Arménie interrompue.



Annexe 2

Il s'agit d'une carte identique à la précédente mais du point de vue de l'Azerbaïdjan. Elle visualise correctement les prétentions Azerbaïdjanaises sur des régions à présence effective arménienne.

